

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Mouvement pour le retrait de la loi travail : un second souffle

- **Le référendum britannique sur l'UE**
- **L'accord États-Unis - Iran**
- **La situation aux États-Unis**
- **Le mouvement ouvrier français face au nationalisme**
- **Les de Wendel**

Au sommaire de ce numéro

Le mouvement pour le retrait de la loi travail: un second souffle	1
Le référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE: un faux choix pour la classe ouvrière	9
L'accord États-Unis-Iran et les calculs de l'impérialisme	15
La situation politique et sociale aux États-Unis	23
Le mouvement ouvrier français face au nationalisme	29
De Wendel, des maîtres de forges au parasitisme financier	35

Abonnements

Pour un an

- France, Outre-mer 15 €
- Outre-mer, par avion 17 €
- Union européenne de l'ouest et Suisse 21 €
- Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie 22 €
- Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie 24 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 233 -
75865 Paris Cedex 18

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Le mouvement pour le retrait de la loi travail: un second souffle

La journée du 26 mai n'a certes pas eu l'ampleur de celle du 31 mars. La mobilisation a été cependant importante. Ainsi, le 26 mai, les manifestations ont rassemblé 300 000 personnes selon la CGT (153 000 selon la police). Le 19 mai, elles étaient 400 000 (128 000 selon la police).

À Paris, on peut estimer que les manifestants étaient 50 % plus nombreux qu'à la manifestation du 19 mai.

Si la participation des travailleurs des grandes entreprises reste limitée, la journée du 26 mai a donné à des secteurs de sous-traitance ou de prestataires l'occasion de participer au mouvement. Il est notable que c'est souvent dans des villes moyennes, voire petites, que le nombre de participants aux manifestations a augmenté. C'est l'indice qu'ont été entraînés dans le mouvement de nouvelles catégories de travailleurs qui jusqu'ici n'y participaient pas.

Les grèves des raffineries et leurs conséquences spectaculaires sur l'approvisionnement en carburants y ont contribué. Mais les déclarations tonitruantes de Valls et la campagne des médias bourgeois contre la CGT y ont également contribué.

« *Terrorisme social* », titrait l'éditorial du *Figaro* du mardi 24 mai 2016. Porte-voix de la droite et surtout de Serge Dassault, celui des Mirage, des Rafale et des bombardements sur le Moyen-Orient, *Le Figaro* s'y connaît évidemment en terrorisme ! Et d'accuser la CGT de vouloir « *détruire tout ce qui peut l'être dans l'économie française* ».

Le Figaro n'est pas le seul organe de la grande presse à utiliser ce ton contre les travailleurs en grève et à répercuter les trépignements de Valls contre les grévistes des raffineries et des transports routiers qui bloquent des dépôts de carburants, les accusant de « *prendre les Français en otage* ».

Il est de bonne guerre politique pour la droite de profiter des difficultés du gouvernement pour l'accuser de laxisme à l'égard de la CGT. Mais, des ministres socialistes aux vedettes de la droite et du Front

national, ils expriment tous la même hostilité envers le mouvement, utilisent jusqu'aux mêmes expressions de « *prise d'otages* », de « *minorité qui veut imposer sa volonté à la majorité* », jusqu'à Cambadélis accusant la CGT « *d'organiser la chienlit* ».

Lorsque le gouvernement tente d'imposer un texte de loi rejeté par la quasi-totalité des salariés qui en seront les victimes, et par les trois quarts de la population dans son ensemble ; lorsqu'il passe outre même sa propre majorité parlementaire en utilisant l'article 49-3 de la Constitution qui permet à l'exécutif de se passer de l'avis de l'Assemblée nationale, là, c'est de la démocratie ! Lorsque les travailleurs contestent l'ignominie qu'est la loi El Khomri et la façon de l'imposer à une majorité qui n'en veut pas, alors c'est du terrorisme ou la chienlit !

Dans le temps, on parlait de

« *l'abominable vénalité de la presse* » de la bourgeoisie. Dès que les travailleurs se font entendre, la presse bourgeoise défend bec et ongles ses donneurs d'ordres de la bourgeoisie.

LA LOI TRAVAIL, UNE ATTAQUE EN RÈGLE DE PLUS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Nous ne reviendrons pas ici sur la loi travail, si ce n'est pour rappeler que, malgré toutes ses réécritures, il en reste l'aspect le plus important : vider la législation du travail de son contenu essentiel, à savoir qu'elle s'applique à l'ensemble des salariés. La démarche est de supprimer l'idée même de droits collectifs des travailleurs pour y substituer la primauté des accords d'entreprise, c'est-à-dire l'arbitraire patronal non déguisé.

En réalité, le patronat a déjà

vidé la législation sociale de son contenu, fort modeste, au fil de l'aggravation de la crise économique et du chômage. Il restait à briser la coquille. Pour couronner la succession de mesures antiouvrières qu'il a déjà prises, le gouvernement socialiste veut rendre ce dernier service à la bourgeoisie avant d'être évincé en 2017.

Mais c'était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le projet de loi El Khomri, dévoilé par la presse le 17 février, a déclenché la réaction de ceux qui étaient destinés à en être les victimes : les salariés mais aussi la jeunesse scolarisée. Et, depuis les premières manifestations du 9 mars, la situation dans le pays est dominée par le mouvement de protestation contre la loi travail.

En réalité, ce sursaut ouvrier a des raisons bien plus profondes que la seule loi travail. Celle-ci a été l'étincelle qui a allumé la mèche et a fait exploser une accumulation de mécontentements.

LA DYNAMIQUE DU MOUVEMENT ET SES LIMITES

Nous ne reprendrons pas ici l'historique des plus de deux mois et demi de contestation venant, pour l'essentiel, des salariés, qui ont été rejoints et, par moment, précédés par une partie de la jeunesse scolarisée. Une jeunesse scolarisée dont une fraction significative a compris que son destin est de rejoindre tôt ou tard le monde du travail, et que c'est de son avenir qu'il s'agit.

La mobilisation pour exiger le retrait de la loi travail a été ponctuée, et sur le fond structurée, par les journées d'actions et de manifestations appelées par la CGT, FO, Solidaires et la FSU. La journée du 31 mars en a constitué le point d'orgue. Entre 500 000 et 1 million de

personnes ont manifesté dans 266 villes et les débrayages ont été nombreux. Le mouvement a alors mobilisé non seulement les militants des secteurs fortement syndiqués et les travailleurs de leurs entreprises qu'ils ont réussi à entraîner, mais aussi des travailleurs de petites sociétés, livreurs de surgelés, employés du nettoyage industriel ou de l'hôtellerie-restauration, vendeurs chez Conforama, constatait Mediapart.

La CFDT, qui assume ouvertement son rôle d'agent du grand patronat dans la classe ouvrière, a très vite décroché, bien qu'un certain nombre de ses militants aient continué à participer à la mobilisation.

Il faut cependant rappeler que même les confédérations les plus engagées par la suite dans l'action s'y sont engagées comme l'âne qui recule. Réunies le 23 février à Montreuil dans les locaux de la CGT, elles n'avaient même pas, à ce moment-là, l'intention d'exiger le retrait pur et simple du projet de loi travail. Elles s'étaient mises d'accord sur une déclaration honteuse demandant seulement la renégociation de certains points de la loi.

Ce n'est qu'après qu'un certain nombre de militants et de responsables locaux de la CGT ont fait entendre leur mécontentement, voire leur indignation, que la direction de la CGT ainsi que celles de FO et de SUD ont finalement décidé de mettre en avant le retrait total du projet de loi travail.

Et ce sont les organisations de jeunesse qui ont appelé à la première journée de mobilisation, le 9 mars.

Les confédérations syndicales, de leur côté, s'y sont officiellement ralliées... mais du bout des lèvres et en faisant tout pour que cette journée ne soit pas un réel succès.

Peine perdue, un certain nombre de travailleurs et de

militants ont répondu présents en se mobilisant malgré le cafouillage, pour ne pas dire le sabotage de l'organisation de cette journée, avec souvent des rendez-vous différents dans les mêmes villes.

Pour plusieurs centaines de milliers de travailleurs, de militants, la coupe était pleine. Il fallait descendre dans la rue, ne serait que pour dire haut et fort le mécontentement général vis-à-vis de la politique antiouvrière du gouvernement.

Les journées de mobilisation se sont succédé : huit au total, celle du 26 mai comprise, avec un pic de participation le 31 mars.

La participation des travailleurs des grandes entreprises aux manifestations n'a que très peu débordé le milieu militant. Mais c'est déjà un des acquis du mouvement : ce milieu militant, laissé l'arme au pied pendant quatre ans de gouvernement de gauche, a retrouvé dans ce mouvement un souffle de vie et l'envie de lutter.

Et chose importante, jusqu'à présent, le mouvement a bénéficié de la sympathie de la majorité des travailleurs, y compris de ceux, la majorité, qui ne se sentaient pas en situation de le rejoindre.

Cette sympathie vis-à-vis du mouvement et de sa revendication essentielle qu'est le retrait de la loi travail est un point d'appui pour le mouvement. Mais elle en indique également les limites. Tout se passe comme si la majorité des travailleurs participaient au mouvement en quelque sorte par procuration.

À la SNCF encore, les travailleurs ont fait grève pour ainsi dire à l'économie, avec des grèves éparpillées et éclatées dans le temps. Pour l'heure, et avant que la fédération CGT ait appelé à la grève à compter du 31 mai au soir, seule une minorité agissante a affiché sa volonté d'approfondir la grève.



la république des pyrénées.fr

Jeudi 26 mai, à Pau, les manifestants étaient plus nombreux que lors des deux précédentes manifestations.

Sans que le mouvement pour le retrait de la loi travail ait jamais été un raz-de-marée, son aspect essentiel est sa durée.

Pour la première fois, la classe ouvrière a manifesté son opposition claire et nette contre un gouvernement qui prétendait la représenter. Le noyau actif composé des milieux militants dans les entreprises a entraîné, suivant les moments, un nombre plus ou moins grand de travailleurs aux débrayages et aux manifestations. Les manifestations répétées ont constitué, surtout dans les villes petites et moyennes, des occasions de ralliement pour des travailleurs d'entreprises petites et moyennes sans milieu militant. Dans le sillage des travailleurs mobilisés, des milliers de jeunes ont fait l'expérience des manifestations, ont été confrontés aux prises de position des politiques et à la matraque ou au gaz lacrymogène des policiers. Ce sont des expériences qui compteront pour l'avenir, comme a compté

dans le passé le mouvement contre le CPE de Villepin.

Le contexte de mobilisation a aussi fait surgir ces occupations de places publiques que sont les Nuit debout. Très limitées dans leur ampleur, elles ont entraîné des franges de la petite bourgeoisie intellectuelle, des universitaires, des enseignants, etc. Elles sont un symptôme de la crise sociale et politique qui traverse toute la société. Elles font partie du mouvement ; elles ont contribué, en tout cas au début, à l'encourager. Mais la prétention de ses animateurs à se poser en incarnation du mouvement, et pour certains à se poser en dirigeants, est saugrenue.

Quant à l'apolitisme affiché par Nuit debout, directement ou derrière des expressions creuses comme « la démocratie directe ou participative » ou « l'horizontalité de la politique » opposée à sa « verticalité », il exprime bien l'incapacité de l'intelligentsia petite-bourgeoise, même bien disposée à l'égard

des travailleurs, à leur apporter quoi que ce soit de positif dans le domaine des idées et contribuer à leur prise de conscience.

Rejeter la politique, alors que la mobilisation se place sur le terrain politique, est aberrant. La dynamique même du mouvement pose une multitude de questions politiques. La plus évidente est celle des relations entre les travailleurs en lutte et le gouvernement. Les travailleurs y ont répondu en s'engageant dans l'action. Ils ont pu aussi constater la connivence entre les différents partis de la bourgeoisie, de la gauche à l'extrême droite. Ils ont pu juger de l'hostilité des médias à leur égard. Ils ont pu se faire également une opinion de l'attitude des centrales syndicales.

Mais bien d'autres questions ô combien politiques se posent pour le proche avenir. Jusqu'où les centrales syndicales, même les plus contestataires, sont-elles capables d'aller ? Comment toucher le gros de la classe ouvrière ? Comment faire pour

que, quel que soit l'aboutissement de la lutte en cours, ses participants en sortent renforcés et leur conscience plus élevée? Toutes questions auxquelles les travailleurs ne trouveront pas de réponse auprès des intellectuels bavards de Nuit debout.

L'ATTITUDE DES CENTRALES SYNDICALES

Après avoir reproché au projet de loi El Khomri d'être totalement déséquilibré et déploré que « *les syndicats n'avaient pas été suffisamment associés* », la direction de la CFDT se glorifie désormais d'avoir pesé pour « *une profonde réécriture du texte* ».

Alors même que nombre de militants de cette confédération participent au mouvement, son secrétaire national s'affiche clairement dans le camp du gouvernement et du patronat. « *Retirer la loi serait inacceptable* », affirmait Laurent Berger dans une interview au *Parisien* du 25 mai, en ajoutant que « *ce serait un coup dur pour les salariés car ils perdraient le bénéfice des nouveaux droits reconnus par le texte* ».

La CGT, en revanche, a assumé au fil du mouvement un rôle de plus en plus déterminant. Après son flottement au début, sa tactique d'appeler à des journées successives, chacune annoncée à l'avance, correspondait à l'état d'esprit des travailleurs qui s'engageaient

dans la lutte, et permettait d'élargir leur nombre. À partir du moment où la CGT a fait sien l'objectif du retrait de la loi El Khomri, elle a libéré la combativité de ses militants, en tout cas de ceux qui admettaient de moins en moins ses tergiversations et ses silences.

Mais, en même temps, sont revenus les réflexes des appareils réformistes: se méfier des travailleurs dès qu'ils semblaient pouvoir échapper à leur contrôle. D'où, par exemple, leur méfiance vis-à-vis des assemblées générales (AG) de travailleurs, notamment chez les cheminots. D'où aussi, toujours chez les cheminots, leur propension à mettre en avant, dans un premier temps, les aspects corporatistes des revendica-



Des manifestants bloquant le dépôt de carburant de Douchy-les-Mines, dans le Nord (23 mai).



La raffinerie Total de Grandpuits (Seine-et-Marne) compte 350 salariés. La grève et la mise à l'arrêt, commencées le 17 mai, ont été reconduites le 27 mai.

tions. Si, au fil du mouvement, le rejet de la loi travail s'est ajouté aux revendications spécifiques des travailleurs dans l'action et dans les AG, là où il y en a, c'est parce que les grévistes l'ont imposé.

Ces deux aspects entremêlés ont donné à la politique de la CGT un aspect ambigu et contradictoire. Dans certains secteurs, ses militants ont appuyé sur la pédale d'accélération et, dans d'autres, sur la pédale de frein.

Mais, même compte tenu de cet aspect contradictoire, la politique adoptée par la direction de la CGT depuis le mois de mars constitue une critique de fait de sa politique antérieure. La CGT est en train de faire la démonstration de sa capacité de mobilisation. Cela laisse entrevoir comment une attitude juste de la CGT dès l'accession au pouvoir de la gauche, des prises de position combatives contre la politique du gouvernement et, plus généralement, un langage et un comportement

de lutte de classe auraient pu hâter la prise de conscience des travailleurs. La conscience avant tout que, pour s'opposer à l'offensive patronale, non seulement ils ne peuvent pas compter sur le gouvernement, mais que celui-ci est précisément un des instruments de cette offensive patronale.

Ce qui a été perdu pour la préparation morale et politique des travailleurs, pendant ces années où la CGT restait silencieuse devant les attaques du gouvernement parce qu'il se disait de gauche, ne se rattrape pas facilement.

La lutte de classe, même limitée, est cependant plus puissante que les calculs bureaucratiques des appareils. Qu'elle l'ait souhaité au départ ou non, la direction de la CGT est engagée dans un bras de fer avec le gouvernement, qui est certainement approuvé par une majorité de ses militants. Jusqu'à maintenant, elle assume cette épreuve de force, y compris en accentuant la mobilisation de

ses militants dans les secteurs où elle est le plus implantée. Là aussi où elle craint le moins de perdre la maîtrise du mouvement. Mais, de fait, elle apparaît aujourd'hui comme la principale responsable de la poursuite de ce dernier.

Ce n'est pas pour rien que la presse comme le patronat choisissent pour cible la CGT en général, et Philippe Martinez et sa ligne politique en particulier. Il y a la volonté tactique de mettre un coin entre la CGT et les autres centrales. Mais il y a aussi la conscience du fait que, malgré le caractère ambigu de sa politique, c'est le milieu militant autour de la CGT qui constitue le moteur de l'action telle qu'elle est engagée.

OÙ EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI ?

Le mouvement perdure, et certaines actions se durcissent. De nouvelles catégories de travailleurs sont entrées dans l'ac-



20 minutes

Contre la loi travail, à Strasbourg, le 24 mars.

tion ou se préparent à le faire: travailleurs de la pétrochimie, chauffeurs routiers, dockers, agents de la RATP, etc. : grève dans les aéroports, appel à la grève de tous les syndicats de l'aviation civile pour le 3 juin; appel également à EDF suivi de grèves dans plusieurs centrales nucléaires; appel à la grève reconductible à partir du 31 mai à la SNCF et à la grève illimitée à partir du 2 juin à la RATP.

Ce sont des secteurs de la classe ouvrière fortement syndicalisés, et l'attitude de la CGT est déterminante.

Les grèves dans les raffineries et leurs conséquences sur l'approvisionnement en carburants ont redonné un second souffle au mouvement, y compris dans les grandes entreprises privées. Pas au point certes d'entraîner dans l'action ces grandes entreprises. Mais le nombre de participants venant d'elles s'est accru le 26 mai.

Les jours qui viennent montreront si le matraquage un-

nime du gouvernement, des médias et, derrière eux, de la bourgeoisie, contre ce qu'ils appellent les actions radicales, aura pour conséquence de séparer ceux qui sont engagés dans la lutte du gros de la classe ouvrière. Ce n'est pas le cas pour le moment. Non seulement l'opinion ouvrière mais, plus généralement, l'opinion publique semblent encore rendre le gouvernement responsable des inconvénients de la pénurie de carburant.

L'avenir dira aussi si l'attitude provocante du grand patronat, ou en tout cas d'un certain nombre de patrons, pèsera sur le mouvement ou mettra, au contraire, de l'huile sur le feu.

La direction du trust PSA Peugeot-Citroën, par exemple, qui vient de démarrer des pseudo-négociations pour un deuxième accord de compétitivité applicable pour les trois prochaines années, se propose d'imposer de nouveaux sacrifices aux salariés de cette en-

treprise. Malgré d'excellents résultats financiers, PSA, qui a déjà supprimé 17 000 emplois en France au cours des trois dernières années, veut continuer à en supprimer d'autres et imposer le non-paiement des heures supplémentaires obligatoires, à côté d'autres mesures toutes préjudiciables aux travailleurs.

Au-delà de la stratégie de son PDG Carlos Tavares, il peut être tentant pour des patrons de grandes entreprises de profiter de l'épreuve de force engagée par le gouvernement avec la loi El Khomri pour imposer une conjugaison locale de cette loi. Ce qui sera fait sous un gouvernement de gauche ne sera plus à faire sous le gouvernement de droite qui a de fortes probabilités de lui succéder.

Mais il n'est pas dit que ce genre de calcul et de provocation ne se retourne pas contre ses auteurs.

Et, pour ne citer que l'exemple de PSA, les aspects inaccep-

tables du projet d'accord de compétitivité ont déclenché des débrayages dans ses usines, notamment à Mulhouse.

La presse à sensation a tendance à simplifier à outrance ce qui se passe en le qualifiant de bras de fer entre le gouvernement et les « radicaux » de la CGT, quand ce n'est pas entre Valls et Martinez.

Mais, derrière les noms et les étiquettes syndicales, ce qui se déroule depuis bientôt trois mois constitue les premières escarmouches entre d'une part la grande bourgeoisie et son gouvernement qui, aiguillonnés par la crise et la défense des profits, mènent leur offensive contre les travailleurs, et d'autre part la classe ouvrière en train de prendre conscience qu'elle doit se défendre.

Valls en est, à l'heure où nous écrivons, à multiplier les coups de menton et les déclarations de matamore en disant qu'il fera passer la loi travail et que ce n'est pas la CGT qui fait la loi dans ce pays. On en a vu, des ministres ou Pre-

miers ministres qui juraient qu'ils étaient « droits dans leurs bottes » avant de reculer !

Il se peut que le gouvernement et les dirigeants syndicaux, y compris ceux de la CGT, trouvent ce qu'ils appelleront un compromis honorable. Mais, bien au-delà du bras de fer entre la CGT et le gouvernement, il y a la lutte de classe, il y a l'affrontement entre le grand patronat et la classe ouvrière. Et, dans cette lutte, il ne peut pas y avoir de compromis honorable. La bourgeoisie continuera à utiliser tous les moyens pour prendre sur le dos de la classe ouvrière, sur les salaires, et au détriment de l'emploi et des conditions de travail, de quoi préserver et augmenter ses profits.

Quelle que soit la façon dont se terminera le mouvement en cours, que ceux qui y ont participé en tirent la conclusion qu'ils avaient raison de le faire !

C'est une bataille que la classe ouvrière mène contre la bourgeoisie et son gouvernement. Des batailles, il y en aura

nécessairement d'autres. Et les leçons de ces trois mois de lutte seront précieuses pour les futures batailles.

Personne ne peut prédire quelle nouvelle provocation du patronat et du gouvernement est susceptible de faire rebondir le mouvement en cours, ni ce qui provoquera un nouveau sursaut ouvrier. Ce qui apparaît évident c'est que, pour changer le rapport de force avec le grand patronat, il faut que le mouvement soit plus ample, embrasse plus largement le monde du travail, soit plus conscient, plus menaçant pour la bourgeoisie.

Même si seule une minorité de la classe ouvrière s'est engagée cette fois-ci dans la lutte, elle donne un exemple aux autres travailleurs.

Alors, ce qui est important, c'est que les travailleurs et les militants engagés dans le mouvement en cours en tirent comme conclusion non seulement que la lutte est nécessaire mais aussi qu'ils ont les moyens de l'emporter.

27 mai 2016



En Guadeloupe aussi, la loi travail mobilise contre elle.



2016 : les leaders du Vote Leave, pour quitter l'Union européenne, tous ministres conservateurs de Cameron. À gauche sur la photo, Michael Gove, ministre de la justice.



1975 - « Libérez la Grande-Bretagne de la CEE », « Le bon sens commun, pas le marché commun ».



Le référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE: un faux choix pour la classe ouvrière

Le 23 juin aura lieu un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union européenne (UE). À ce sujet, nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article paru dans la revue *Class Struggle* (N° 107) de nos camarades britanniques de *Workers' Fight*.

Plus le jour J approche, plus les cercles dirigeants de la grande bourgeoisie s'inquiètent des conséquences imprévisibles qu'un Brexit, comme la presse appelle la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, pourrait avoir pour ses profits, dans le contexte actuel de crise économique et d'instabilité financière.

Tant que ce référendum restait une possibilité lointaine, la City n'avait pas d'objection à ce que Cameron et sa clique jouent la carte europhobe, pour endiguer à la fois la menace électorale de UKIP (un parti populiste qui cherche à ratisser au plus large dans l'électorat sur une base xénophobe), et l'agitation que cette menace provoquait dans l'aile droite du Parti conservateur. Mais de là à risquer d'être privés du plein accès au marché le plus vaste au monde, dont ils ont tant profité, c'est tout autre chose pour les capitalistes.

Et de fait, aujourd'hui, ce risque n'est plus seulement hypothétique. Même si Cameron pour les conservateurs et Corbyn pour les travaillistes soutiennent tous deux officiellement le vote pour le maintien dans l'UE, il est impossible de savoir ce qui sortira des urnes

le 23 juin. Et la City déteste cette incertitude.

Quant à la classe ouvrière, ses intérêts ne sont représentés par aucun des deux camps. Lorsque les politiciens aux ordres des capitalistes daignent organiser un référendum, c'est toujours sur le mode du « pile je gagne, face tu perds ». Ce n'est pas par hasard si aucun référendum n'a jamais été organisé sur des sujets comme la décision de Tony Blair de faire la guerre contre l'Irak en 2003, le sauvetage du système bancaire par son successeur, Gordon Brown, ou sur les attaques contre les budgets sociaux et le droit de grève sous Cameron. Le 23 juin, quel que soit leur choix, les travailleurs peuvent être sûrs que leur bulletin de vote sera utilisé contre eux, pour justifier les politiques propatronales que les deux camps défendent.

LES CRAINTES DU CAPITAL BRITANNIQUE

En janvier, la Royal Bank of Scotland (RBS) publiait une note de conjoncture prévoyant une chute du cours des actions de 10% à 20% en 2016. Cela faisait suite à une période de forte agitation sur les marchés bour-

siers. À la mi-janvier l'indice des 100 plus grandes capitalisations boursières britanniques accusait une chute de 22% par rapport à son pic précédent.

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure l'incertitude générée par la perspective d'un Brexit a contribué à cette tendance, mais il est probable qu'elle n'a pas été négligeable. Aujourd'hui, hormis les partisans les plus fanatiques du Brexit, tout le monde admet qu'il représente un sérieux danger pour les marchés financiers.

Fin février, le journal patronal *Financial Times* notait d'ailleurs qu'à la suite du ralliement de Boris Johnson, alors maire de Londres, au camp du Brexit, la monnaie britannique avait enregistré « *son plus fort repli intrajournalier* [dans une même journée] *depuis octobre 2009* ».

Moins de deux semaines plus tard, après l'annonce officielle de la date du référendum, le même journal précisait: « *Les investisseurs ont rapidement revendu leurs actifs libellés en livres sterling et se sont tournés vers le dollar. La livre sterling est la principale source d'inquiétude. Goldman Sachs estime que si la Grande-Bretagne quittait l'UE, la livre pourrait chuter de*

20%.»

Peu après, la Banque d'Angleterre (la banque centrale) annonçait qu'elle mettrait des facilités de prêts à la disposition des établissements financiers qui rencontreraient des problèmes de liquidités avant et après le référendum, afin de faire face à d'éventuels mouvements spéculatifs.

Il n'est donc pas surprenant que l'opposition la plus virulente au Brexit s'exprime dans les hautes sphères du capital britannique et parmi les trusts internationaux qui sont implantés dans le pays. C'est ainsi que de nombreuses entreprises britanniques comme BAE et des groupes étrangers comme Ford, BMW, Toyota ou Nissan, sont allés jusqu'à mettre en garde leurs travailleurs contre les menaces que le Brexit ferait peser sur l'emploi.

BREF RETOUR À 1975

Si l'enjeu est aussi important pour le capital britannique, pourquoi avoir laissé Cameron prendre le risque d'organiser ce référendum ?

C'est que, si les politiciens sont prêts à tout pour protéger les profits des capitalistes, leur comportement est, tout comme celui de leurs maîtres capitalistes, régi par la loi de la jungle : ils s'opposent perpétuellement les uns aux autres pour promouvoir leur carrière. De même que la bourgeoisie est incapable de surmonter la concurrence capitaliste afin d'organiser rationnellement l'économie et éviter les crises récurrentes qui affectent ses profits, les politiciens à leur service sont incapables de surmonter leurs rivalités pour éviter les surenchères qui, périodiquement, entraînent le chaos sur la scène politique.

C'est très précisément ce type de surenchère qui a conduit

Cameron à prendre le risque politique d'organiser ce référendum. De ce point de vue, il présente une similitude frappante avec un autre référendum, organisé sur le même sujet en 1975 par le Premier ministre travailliste d'alors, Harold Wilson.

Deux ans plus tôt, Heath, son prédécesseur conservateur, avait fait entrer la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne (CEE, l'ancêtre de l'UE). Les deux grands partis étaient divisés sur la question, mais les travaillistes l'étaient encore plus que les conservateurs. L'économie mondiale était encore en pleine tempête à la suite de la crise du système monétaire international du début des années 1970 et le chômage augmentait en Grande-Bretagne. En réponse au mécontentement de l'électorat, la gauche du Parti travailliste, influencée par le nationalisme du Parti communiste stalinien, préconisait des mesures protectionnistes, prétendant ainsi protéger l'économie du pays de la crise mondiale. Cette démagogie nationaliste alimentait les préjugés antieuropéens.

Lors de la campagne pour les élections de février 1974, pour contenir les luttes intestines de son propre parti et attirer les voix des électeurs conservateurs eurosceptiques, Wilson promit de renégocier les conditions de l'appartenance de la Grande-Bretagne à la CEE, et de consulter ensuite les électeurs sur cette appartenance, sur la base des conditions renégociées.

Cette stratégie permit au Parti travailliste de l'emporter, d'abord en tant que gouvernement minoritaire [c'est-à-dire avec une majorité relative, et non absolue, à la Chambre des communes], puis, après une nouvelle élection huit mois plus tard, en s'appuyant sur une majorité absolue. Malgré cela, Wil-

son estima qu'il devait tenir sa promesse afin d'éviter une scission au sein de son parti. Sur la base des négociations qu'il avait menées avec la CEE, il décida donc d'organiser un référendum en juin 1975 et d'appeler à voter pour le maintien du pays en son sein. Il ne manqua pas d'opposants à son appel. Mais avec le soutien de Margaret Thatcher, nouvellement élue à la tête du Parti conservateur, Wilson gagna son pari : 67 % des votants se prononcèrent pour le maintien du pays dans la CEE, avec un taux de participation de 65 %.

LA LONGUE HISTOIRE DE LA SURENCHÈRE ANTI-UE

Tout se passe comme si la saga du référendum de Cameron sur l'UE n'était qu'un copier-coller de celle du référendum de Wilson. Comme Wilson, Cameron a dû faire face à une rébellion dans son propre parti. Comme Wilson, il a dû apaiser un électorat mécontent du fait de la crise. Et, comme Wilson enfin, il a eu recours à une démagogie europhobe puis à l'organisation d'un référendum sur les conditions prétendument renégociées de l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE, afin de calmer l'aile eurosceptique de son parti.

Toutefois, à la différence de 1975, cela fait maintenant quarante ans que la classe politique se livre à des surenchères antieuropéennes. En particulier, depuis la défaite du gouvernement conservateur pro-UE de John Major, en 1997, l'euroscepticisme a été le point central des luttes de factions au sein du Parti conservateur. Après le retour des conservateurs au pouvoir, en 2010, c'est encore un discours antieuropéen qui a servi de justification officielle aux mesures d'austérité : selon Cameron, l'économie britannique était fondamentalement saine, et c'était avant tout le

reste du monde, et particulièrement l'UE et la zone euro, qui était la cause des problèmes de la Grande-Bretagne.

Dans le même temps, le gouvernement lançait une virulente campagne, d'abord contre les immigrés illégaux, puis contre ceux originaires de l'UE. Ces derniers furent accusés de faire du tourisme médical, c'est-à-dire de venir en Grande-Bretagne dans le seul but de... faire la queue pour bénéficier des soins gratuits du NHS, le système de santé du pays. Ils furent aussi accusés de faire du tourisme allocataires... comme si l'attrait de survivre des maigres allocations sociales auxquelles ont droit les foyers à très bas revenus pouvait être une incitation à immigrer !

C'est dans le contexte de cette campagne anti-immigrés et anti-UE orchestrée par Cameron et son gouvernement que le parti souverainiste UKIP a pu occuper le vide politique laissé par le discrédit des deux grands partis auprès d'une fraction non négligeable de l'électorat. Et la montée des voix de UKIP, principalement aux dépens des conservateurs, à partir de 2013, a rapidement conduit nombre de députés conservateurs à ressortir leur vieux drapeau eurosceptique, de peur de perdre leur siège lors des élections de 2015.

Ce fut pour répondre à cette rébellion dans son propre parti et pour couper l'herbe sous le pied de UKIP que Cameron promit, lors de la campagne électorale de 2015, de renégocier les conditions d'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE et d'organiser un référendum sur la base de ces nouvelles conditions.

En fait, lesdites nouvelles conditions n'ont été, pour l'essentiel, que la confirmation du statut spécial de la Grande-Bretagne au sein de l'UE (le fait de rester hors de la zone euro et de la zone Schengen, les

exemptions de diverses réglementations dont elle bénéficie déjà, etc.). Mais en fait, le seul problème de Cameron était de pouvoir prétendre avoir remporté une victoire sur les « bureaucrates sans visage » de Bruxelles. Quand il pensa pouvoir le faire, il fixa la date de son jeu de roulette politique et appela à voter pour le maintien, tout comme l'avait fait Wilson, 41 ans auparavant.

DES ARGUMENTS POUR LE CAPITAL BRITANNIQUE...

Dans cette campagne, les deux camps ont remarquablement peu de chose à dire à l'électorat populaire. Car la plupart de leurs arguments portent sur ce qui serait meilleur pour l'économie ou l'intérêt national britannique, c'est-à-dire pour les profits du capital.

Le camp du maintien dans l'UE met en avant le fait qu'il s'agit du plus grand marché au monde et souligne qu'en faire partie permet à la Grande-Bretagne de bénéficier du poids de l'UE dans les négociations commerciales avec le reste du monde.

Le camp du Brexit, lui, affirme que si celui-ci l'emporte, l'UE n'aura pas d'autre choix que de conclure un accord commercial avec la Grande-Bretagne, et que celle-ci aura davantage de liberté pour passer des accords bilatéraux avec d'autres pays, notamment les économies émergentes comme la Chine, le Brésil ou l'Inde. Mais, du strict point de vue de la concurrence capitaliste, ses arguments ne sont guère crédibles, surtout quand il se revendique de modèles comme celui du Canada pour ses relations commerciales avec les États-Unis, ou celui de la Norvège (voire de... l'Albanie !) pour ses relations avec l'UE.

Dans un cas comme dans l'autre, l'enjeu de ce référen-

dum serait donc d'améliorer la position du capital britannique dans la guerre commerciale qu'il mène contre ses concurrents. Comme si la concurrence capitaliste ne produisait déjà pas suffisamment de chaos sur cette planète, à commencer par les huit dernières années de crise !

En tout cas, il n'y a rien dans tout cela qui puisse représenter les intérêts de l'électorat populaire, ni refléter ses préoccupations.

... AUX DISCOURS DÉMAGOGIQUES POUR L'ÉLECTORAT POPULAIRE

Les deux camps sont évidemment conscients de cela. Or, pour que ce vote qu'ils présentent comme ayant un enjeu historique ait un minimum de légitimité, ils ne peuvent pas se permettre une abstention trop élevée. Ils ont donc fabriqué quelques arguments qui s'adressent surtout à l'électorat populaire.

C'est le cas de ce qu'ils appellent le coût de l'UE, c'est-à-dire la contribution versée par la Grande-Bretagne au



Affiche pour le Brexit : «Saviez-vous que l'UE a coûté 6000 livres (7800 euros) à votre famille l'an dernier ?»



Certains travaillistes font campagne pour le Brexit : «Il est temps de quitter l'UE...».



Corbyn en campagne pour le maintien dans l'UE.

budget de l'UE. D'après le camp du Brexit, celle-ci s'élèverait à 20 milliards de livres par an. En fait elle a été de 17,8 milliards en 2015. Mais il faut en déduire le rabais négocié par Thatcher dans les années 1980 (4,9 milliards) et toutes les subventions que l'UE verse directement ou indirectement au patronat britannique (1,6 milliard pour l'agriculture, 2,8 milliards pour les projets de développement régional, 2,8 milliards pour les contrats de recherche du secteur privé, etc.). Au total, la contribution nette de la Grande-Bretagne à l'UE tombe à 6,3 milliards de livres par

an. Et encore cette contribution nette n'est-elle en fait, elle aussi, qu'une subvention déguisée aux grandes entreprises britanniques puisque c'est le prix de leur libre accès au marché de l'UE.

Quant à dire, comme le font les partisans du Brexit, que l'argent de cette contribution pourrait servir à financer des lits d'hôpitaux, ce n'est qu'un mensonge: comme si les entreprises britanniques allaient se laisser priver d'un tel pactole!

Un autre argument s'adressant à l'électorat populaire concerne les emplois. À en

croire les adversaires du Brexit, celui-ci menacerait 3 millions d'emplois, chiffre bien sûr totalement invérifiable. Quant aux partisans du Brexit, ils prétendent qu'une fois libérées des réglementations européennes, et notamment de celles concernant le droit du travail, les entreprises britanniques pourront augmenter leur productivité et maintenir, voire augmenter le niveau de leurs exportations. Ce qui revient à dire que les travailleurs devront accepter des baisses de salaire et une dégradation de leurs conditions de travail afin d'aider leur patron à être plus compétitif!

On peut donc penser que la victoire du Brexit conduira à une intensification du chantage à l'emploi que bien des travailleurs ont déjà subi depuis le début de la crise. Mais en quoi le maintien dans l'UE constituerait-il une garantie pour les emplois des travailleurs, alors que ceux qui s'en réclament aujourd'hui sont les mêmes qui, depuis des années, ont présidé à la montée de la précarité?

Quel que soit le résultat de ce référendum, les travailleurs auront donc à se battre pour

leurs conditions d'existence. En dernière analyse, seul sera décisif le rapport de force qu'ils parviendront à créer collectivement pour préserver leurs intérêts matériels contre les attaques du patronat, et en particulier pour que le travail disponible soit réparti entre tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, et sans baisse de salaire.

Les attaques contre les travailleurs de l'UE visent tous les travailleurs

Parmi les arguments s'adressant à l'électorat populaire, il en est un particulièrement venimeux, utilisé par les deux camps, selon lequel ils se targuent de protéger les travailleurs britanniques contre la prétendue menace que représenteraient les immigrés de l'UE pour les salaires, les services publics, le logement social, etc.

C'est bien sûr un mensonge éhonté. Comme si c'étaient les travailleurs de l'UE, et non le patronat britannique, qui tiraient les salaires vers le bas ! Quant aux services publics, s'ils sont au bord de l'asphyxie, c'est bien parce qu'ils ont été privés des financements nécessaires depuis des décennies. Enfin, si la crise du logement prend des proportions sans précédent, c'est dû à la réduction croissante du parc des logements sociaux.

Dans le référendum, voter pour le camp pro-UE, ce sera aussi voter pour les mesures qu'il préconise contre les travailleurs européens, en particulier un délai de quatre mois avant de pouvoir bénéficier de nombreuses allocations sociales et une réduction de leurs allocations familiales.

Sur ce plan, l'attitude des pro-Brexit est moins hypocrite, mais tout aussi antiouvrière. Ils ne cachent pas que l'un de leurs principaux objectifs est de réduire le nombre d'immigrés européens et donc que nombre

d'entre eux pourraient être expulsés.

Les deux camps ne font que chercher à dresser une partie de la classe ouvrière contre l'autre. Pourquoi la classe ouvrière se prêterait-elle à leur jeu et laisserait-elle diviser ses rangs ?

LE VIRUS NATIONALISTE ET LA CLASSE OUVRIÈRE

Hormis une petite clique autour de Cameron, la majorité du Parti conservateur est probablement favorable au Brexit. Ce n'est pas par hasard, d'ailleurs, si certains candidats à la succession de Cameron en ont fait leur bannière.

Du côté du Parti travailliste, la situation est plus compliquée. La ligne officielle du parti est certes pro-UE et la majorité de ses députés semblent s'y conformer ainsi que la plupart des leaders des syndicats qui lui sont affiliés.

Mais la vieille tradition anti-UE de la gauche syndicale demeure, alimentée par l'essentiel de l'extrême gauche qui l'a reprise à son compte. Tandis que la plupart des dirigeants syndicaux ont rejoint le camp pro-UE pour « préserver l'emploi », certains ont choisi le camp du Brexit. C'est le cas du syndicat des cheminots RMT, au nom de ce qu'il appelle la « *tradition d'opposition progressiste et socialiste à l'UE* ». Comme s'il pouvait y avoir quelque chose de progressiste, voire socialiste, dans le fait de se trouver dans le même camp que les tribuns réactionnaires du Brexit !

Parmi les « *six raisons fondamentales de quitter l'UE* » citées par le RMT, l'une est « *de mettre un terme aux attaques contre les cheminots* », qui sont supposées venir de la politique de privatisation de l'UE. Comme si la privatisation du rail n'avait pas commencé en Grande-Bretagne en 1996, bien avant tous

les autres pays de l'UE ! Une autre « *raison fondamentale* » est de « *mettre un terme à l'austérité* ». Comme si c'était l'UE, et non le capital britannique, qui avait inspiré la politique d'austérité de ces dernières années ! Le RMT affirme la nécessité du Brexit, pour « *défendre la démocratie* » et « *mettre fin aux attaques contre les droits des travailleurs* ». Mais en quoi le Parlement britannique est-il plus démocratique, alors qu'il a imposé plus d'entraves au droit de grève qu'aucun autre pays de l'UE ? Sans parler du fait que, sans les directives de l'UE, il n'y aurait toujours pas, par exemple, de réglementation de la durée du travail, ni de droit aux congés payés en Grande-Bretagne.

POUR UNE PLANÈTE SANS FRONTIÈRES !

La classe ouvrière ne peut que refuser son soutien à l'un et l'autre des deux camps qui s'affrontent dans ce référendum, sous peine de cautionner la politique antiouvrière qu'ils représentent.

Quel que soit le résultat de la consultation, le vainqueur utilisera ses voix, d'une façon ou d'une autre, pour justifier une intensification des attaques contre la classe ouvrière dans son ensemble, et contre les travailleurs immigrés en particulier. Un mouvement ouvrier digne de ce nom se devrait d'affirmer clairement que ce référendum est une manœuvre visant à détourner les travailleurs des enjeux réels que soulève l'offensive du patronat, et il refuserait de se prêter à ce jeu politicien.

L'UE n'est, bien sûr, rien d'autre qu'un instrument conçu par les bourgeoisies européennes pour augmenter leurs profits dans la guerre commerciale qu'elles livrent sur le marché mondial. Elle

n'a jamais eu pour but de satisfaire les besoins de la classe ouvrière à l'échelle du continent. Et tant que les bourgeoisies européennes poursuivront leur offensive pour préserver leurs profits dans la crise, elles utiliseront les institutions de l'UE comme une arme contre les travailleurs, mais tout comme elles le font avec leurs États nationaux respectifs.

Les travailleurs n'ont par conséquent rien de plus à craindre de l'UE que des insti-

tutions « démocratiques » nationales de leur propre pays : en fin de compte, tout dépendra du rapport de force entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, et non des institutions derrière lesquelles celle-ci dissimule sa domination.

En revanche, la classe ouvrière aurait tout à perdre à laisser les capitalistes et les politiciens à leur service ériger de nouvelles frontières ou renforcer les frontières existantes, ou encore à les laisser diviser ses

rangs selon la nationalité.

L'État-nation demeure un instrument essentiel pour les capitalistes. Ils l'utilisent quotidiennement pour subventionner leurs profits aux dépens de la population et pour renforcer l'exploitation de la classe ouvrière. Et dans les situations de crise, ils l'utilisent comme une arme pour conquérir des marchés ou contre les exploités.

La classe ouvrière, en re-



**26 million people
in Europe are
looking for work.**

**And whose jobs
are they after?**

Affiche de UKIP lors des élections européennes de 2014 : « 26 millions de personnes en Europe cherchent un travail. Et à qui veulent-ils le prendre ? »



L'accord États-Unis-Iran et les calculs de l'impérialisme

Le 16 janvier dernier, entré en vigueur l'accord sur le programme nucléaire iranien conclu en juillet 2015 entre les ministres des Affaires étrangères des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne ainsi que ceux de la Russie et de la Chine, et leur homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, permettant la levée d'une grande partie des sanctions internationales contre Téhéran. Les médias ne manquèrent pas de qualifier d'historique cet événement, qui survient après presque quarante années de rupture officielle.

La volonté de l'impérialisme américain de réintégrer l'Iran dans le jeu diplomatique constitue effectivement un changement. Les dirigeants impérialistes sont toujours prêts à renouer avec des États susceptibles d'assurer leur domination dans le monde, en particulier dans cette région du Moyen-Orient à l'instabilité croissante. Ils sont également disposés à rompre avec ceux qui ne se montrent pas assez dociles. C'est cette préoccupation constante qui a guidé, depuis un siècle, leur politique vis-à-vis de l'Iran.

QUAND L'IRAN ÉTAIT LE GENDARME DE L'IMPÉRIALISME

Dès le début du 20^e siècle, les puissances impérialistes, la Grande-Bretagne puis les États-Unis, se préoccupèrent de faire de l'Iran, ce pays riche en pétrole, ouvert sur le golfe Persique, position stratégique importante, un garde-chiourme efficace garant de leurs intérêts dans la région. Reza Khan, premier chah

(roi en persan) de la dynastie Pahlavi, établit à partir de 1925 une dictature militaire qui permit de protéger les intérêts pétroliers britanniques. Son fils, Mohammad Reza Pahlavi, qui accéda au pouvoir en 1941, se montra ensuite tout aussi dévoué à l'impérialisme que son père.

En 1951, la nationalisation de l'industrie pétrolière, alors aux mains de l'Anglo-Iranian Oil, ancêtre de la British Petroleum, par le Premier ministre Mohammad Mossadegh, un bourgeois nationaliste, provoqua une confrontation ouverte avec le gouvernement britannique. Celui-ci réagit en organisant un embargo général sur le pétrole iranien. Les États-Unis décidèrent tout d'abord de rester neutres et encouragèrent même les Britanniques à accepter la nationalisation, tout en essayant de négocier un arrangement à l'amiable. Mais, face aux grèves et aux manifestations pour soutenir la nationalisation du pétrole, les dirigeants américains estimèrent finalement que Mossadegh créait une instabilité politique dangereuse. Ils crai-

gnaient que la mobilisation de la classe ouvrière ne s'amplifie. De plus, dans cette période de guerre froide opposant les États-Unis à l'URSS, ils craignaient que l'Iran ne passe de l'autre côté du rideau de fer. Aussi, en accord avec les Britanniques, les dirigeants américains s'appuyèrent sur un général iranien qui, avec l'aide de la CIA et des services secrets britanniques, réalisa le coup d'État du 19 août 1953, rétablissant Mohammad Reza Pahlavi sur son trône. La violente répression qui s'ensuivit contre la classe ouvrière et contre les militants du Parti communiste, le Toudeh, la mousela. L'implication de la CIA dans le coup d'État ne fut reconnue que bien plus tard : la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright y fit officiellement allusion en 2000.¹

Les États-Unis profitèrent de l'occasion pour prendre le contrôle du pétrole iranien, supplantant les Britanniques. Les États-Unis aidèrent dès lors le chah à consolider sa

¹ « Les grandes étapes d'une relation tempétueuse », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.

dictature en mettant sur pied un instrument de répression durable. Avec l'aide de la CIA, une police politique fut créée en 1957, la Savak, armature de l'État, qui inspira la terreur en pratiquant systématiquement la torture. Les officiers de l'armée iranienne furent envoyés se former aux États-Unis, mais aussi en Israël, afin de bénéficier de l'expérience du Mossad, son service de renseignement. L'Iran devint le premier acheteur d'armes américaines. Entre 1953 et 1973, le chah aurait dépensé quelque cinq milliards de dollars en armement américain². Pour

² Ahmad Faroughy et Jean-Loup Reverier, *L'Iran contre le chah*, Éditions Jean-Claude Simoën, 1979.

les États-Unis, cela avait un intérêt économique mais surtout politique, car l'administration américaine voulait pouvoir compter sur l'armée iranienne pour intervenir si cela était nécessaire, sans avoir besoin d'envoyer ses propres troupes.

Les dirigeants américains pouvaient désormais s'appuyer sur un régime capable de museler toute opposition et de défendre leurs intérêts dans la région. L'Iran fut ainsi durant vingt-cinq ans un gendarme de l'impérialisme assurant le contrôle du golfe Arabo-Persique à la place de la Grande-Bretagne, quand elle retira ses forces au début des années 1970.

1979 : DU SOULÈVEMENT DES CLASSES POPULAIRES À L'INSTAURATION DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

Le régime du chah apparaissait ainsi depuis des décennies comme un rempart à toute épreuve face aux peuples de la région, et il importait peu aux dirigeants américains que des centaines de milliers d'Iraniens croupissent dans les prisons ou soient victimes de la Savak. Le président démocrate Jimmy Carter avait bien fait des déclarations sur la nécessaire défense des droits de l'homme au moment de son élection en novembre 1976, ce qui avait d'ailleurs suscité quelques espoirs parmi les opposants au



LDG

chah. Mais, un an plus tard, les concessions économiques faites par le souverain iranien – gel du prix du pétrole et achat de centrales nucléaires – firent passer tout cela au second plan.

Tout allait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes impérialistes, jusqu'au soulèvement révolutionnaire des classes populaires des années 1978-1979, qui allait mettre fin à la dictature du chah.

Au milieu des années 1970, le régime dut faire face aux conséquences de la crise économique mondiale. Les exportations pétrolières chutèrent en 1977 de près de 30 %, affectant les revenus de l'État. L'inflation s'accéléra. De 1975 à 1977, le coût de la vie augmenta de 200 %. L'arrêt d'un certain nombre de grands projets en cours entraîna un accroissement du nombre des sans-travail. La spéculation immobilière accrut le montant des loyers, obligeant une grande partie de la population pauvre à rejoindre les

bidonvilles construits dans les zones insalubres situées à la périphérie de la capitale. En 1977, des affrontements eurent lieu entre les forces de police et les habitants que le régime voulait déloger de terrains déclarés non constructibles. De son côté, la petite bourgeoisie commerçante, appelée le Bazar, une force économique, politique et sociale d'importance en Iran depuis au moins le 18^e siècle, commençait à être mécontente du régime. La manne pétrolière lui passait sous le nez. Cette petite bourgeoisie marchande traditionnelle se sentait d'autant plus lésée que le chah la rendait responsable de la hausse des prix. Des milliers de ces commerçants furent frappés d'amendes, ou déportés de leur ville, quand ils n'étaient pas mis en prison. Le chah retourna également contre lui une grande partie du clergé chiite, en réduisant les subventions officielles pour l'entretien des mosquées et des écoles coraniques et en empri-

sonnant voire en assassinant des mollahs.

En 1978, des manifestations exigeant le départ du chah se succédèrent. Elles furent violemment réprimées par l'armée. Mais cela ne découragea pas les manifestants, toujours plus nombreux. La révolte gagna progressivement les grandes villes iraniennes. La classe ouvrière, qui représentait entre un million et demi et deux millions de personnes, entra en lutte aux côtés du reste des masses populaires, non seulement en participant aux manifestations, mais aussi sur son terrain, dans les usines, par la grève. L'entrée des travailleurs du pétrole dans la lutte, à l'automne 1978, eut un retentissement important. Il y eut des grèves dans les aciéries, les usines de tracteurs ou les mines de charbon. Puis elles s'étendirent à toutes les branches de production. Le 18 octobre 1978, les travailleurs de la plus grande raffinerie d'Iran, celle d'Abadan, cessèrent le travail.

ARC



Manifestation massive à Téhéran le 10 décembre 1978. Un manifestant brandit le portrait de Khomeyni.



REUTERS

Défilé de milices chiites armées de missiles à Bagdad en juin 2014.

Mais aucun parti politique ne proposa une politique qui aurait permis à la classe ouvrière de prendre la tête du mouvement. Et ce fut le clergé chiite, soutenu par la grande masse des commerçants du Bazar, qui le finançaient depuis toujours, et son chef de file, un certain Khomeyni alors en exil, qui prirent la tête des masses populaires révoltées.

Ni la loi martiale ni la répression lors des manifestations, en particulier celle du 8 septembre 1978 où l'armée fit 4000 morts en tirant sur la foule rassemblée sur la place Jaleh à Téhéran, ne parvenaient à faire cesser le mouvement. Au début de l'année 1979, le chah chercha à désamorcer la colère populaire en faisant appel à un grand bourgeois, Chapour Bakhtiar, pour former un gouvernement civil. Mais le 11 janvier ce fut Washington qui annonça le départ du chah à l'étranger. Les États-Unis, qui avaient jusque-là continué à soutenir

inconditionnellement le dictateur malgré la répression sanglante, tentaient d'éteindre le feu en l'éloignant. Le 19 janvier, une manifestation, décidée par Khomeyni depuis son exil pour réclamer le départ de Bakhtiar et l'établissement d'une république islamique, regroupa trois millions de personnes dans les rues de Téhéran. Puis, le 1er février, ce fut le retour de Khomeyni en Iran, facilité par les États-Unis, qui donna lieu à un autre déferlement humain de plusieurs millions de personnes.

Avant son retour, Khomeyni avait en fait été en contact avec des représentants des États-Unis et les chefs de l'armée iranienne pour négocier une passation de pouvoir en douceur. Les représentants américains avaient œuvré en coulisse afin de maintenir l'unité de l'armée et de faire admettre aux généraux l'idée d'une république islamique. Ils voulaient à tout prix éviter un effondrement de

ce pilier du régime du chah qu'était l'armée, à un moment où les masses étaient mobilisées et commençaient à s'organiser.

L'insurrection des 9, 10 et 11 février 1979 à Téhéran contraignit finalement Bakhtiar à céder la place au gouvernement proposé par Khomeyni et présidé par Bazargan. Le 12 février, la monarchie était abolie en Iran. La République islamique qui sortit de cette période d'agitation et de mobilisation politique intense eut pour priorité de restaurer l'ordre, non sans mal, car la mobilisation des classes pauvres se poursuivit encore pendant plusieurs mois. La classe ouvrière allait subir une dictature plus dure encore que celle du chah.

LA PRISE D'OTAGES ET LA RUPTURE DES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

Ce fut dans ce contexte que

survint le 4 novembre 1979 : des étudiants partisans du régime islamique occupèrent l'ambassade américaine, prenant 52 civils et militaires américains en otages, pour réclamer l'extradition du chah, alors à New York. Cette action d'éclat apparut comme un défi spectaculaire. Durant cette crise qui dura 444 jours, de grandes manifestations antiaméricaines se déroulèrent à travers tout le pays. Khomeyni n'avait rien prévu cet événement ; il avait même cherché à empêcher de telles actions antiaméricaines. Finalement, il y trouva son compte car son pouvoir se trouva renforcé par cette unanimité nationale antiaméricaine. Cet événement sonna cependant définitivement le glas des bonnes relations entre les deux pays. Le 7 avril 1980, les États-Unis cessaient toute relation diplomatique avec l'Iran et prenaient des sanctions économiques.

Si le régime était devenu infrequentable, ce n'est pas parce qu'il était dirigé par des ayatollahs. L'impérialisme a toujours su s'appuyer sur les régimes les plus réactionnaires pour sauvegarder ses intérêts. Les relations étroites que les impérialismes américain et français entretiennent avec l'Arabie saoudite en constituent une preuve. Mais un régime, aussi réactionnaire, aussi dictatorial soit-il, peut tout de même poser des problèmes à l'impérialisme, comme le montrent aujourd'hui ceux soulevés par l'irruption du groupe État islamique en Irak et en Syrie.

Ce que les dirigeants américains ne pouvaient pas accepter était cette volonté d'indépendance affichée par les dirigeants religieux iraniens. Si Khomeyni s'opposait ouvertement aux États-Unis, sans pour autant rejoindre le camp soviétique, ce n'était certes pas par anti-impérialisme. Il avait l'ambition de faire de l'Iran une

puissance régionale de premier plan, en se servant de l'islam politique, espérant gagner un soutien populaire dans le monde musulman chiite.

Mais la défense des intérêts des multinationales, dans cette partie du monde si riche en pétrole, exige des régimes fidèles à l'impérialisme, prêts à se soumettre à ses ordres. Le régime iranien ne rentrait pas dans ce cadre. Il fallait donc le domestiquer. La tâche n'était pas aisée. Cette hiérarchie religieuse propulsée à la tête de l'appareil d'État forgé sous le règne du chah était toujours soutenue par la caste des bazaris, liée au commerce et à la petite production, formant l'essentiel de la bourgeoisie traditionnelle iranienne. Les mollahs avaient été portés au pouvoir par un soulèvement populaire puissant. Le régime avait des bases solides.

1980-1988 :

LA GUERRE IRAN-IRAK

Il fallait trouver une force capable d'affaiblir le nouveau régime iranien. Ce fut Saddam Hussein qui offrit alors à l'impérialisme la solution qu'il cherchait quand, en septembre 1980, il déclara la guerre à l'Iran. En pénétrant en Iran, Saddam Hussein se rangeait ouvertement dans le camp des impérialistes, leur rendant un fier service. Aussi les États-Unis le soutinrent-ils en sous-main. Quand il utilisa des armes chimiques, personne ne protesta. Des documents de la CIA récemment divulgués prouvent que Washington le savait pourtant pertinemment³.

Cette guerre Iran-Irak fut une véritable boucherie, une guerre de positions qui rappelait la Première Guerre mondiale. Elle allait durer huit ans, faire un million de morts et entraîner

³« Les grandes étapes d'une relation tempétueuse », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.

d'énormes souffrances pour les populations. Des centaines de milliers d'hommes, dont beaucoup très jeunes, furent gazés ou mutilés. En Iran, des millions de personnes furent déplacées, car une grande partie des combats eurent lieu sur le sol iranien. Ces huit années furent en revanche prospères pour les industriels de l'armement des pays impérialistes. La France ne fut pas en reste, vendant ses armes aux deux camps. Il n'y eut pas de vainqueur dans cette guerre, hormis l'impérialisme, qui réussissait un coup double, profitant de l'affaiblissement de l'Irak comme de l'Iran.

Le président Rafsandjani, élu en 1989, tenta alors de renouer avec les États-Unis, dans l'espoir de rétablir une économie ruinée par la guerre. En 1994, le premier contrat portant sur le pétrole iranien accordé à une compagnie étrangère depuis la révolution fut pour Conoco, un géant américain du pétrole.

Mais Israël, soutien sans faille de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, s'opposa farouchement à ce rapprochement. Dans les années 1960 pourtant, pour contrebalancer le poids des États arabes, Israël avait cherché au contraire à se rapprocher de l'Iran, de la Turquie et de l'Éthiopie. Cette attitude des dirigeants israéliens perdura après la révolution iranienne. Dans les années 1980, Israël fit même pression sur les États-Unis pour rétablir les relations avec Téhéran. Mais, dix ans plus tard, Israël opéra un virage à 180 degrés. L'Iran devint l'ennemi numéro un, accusé de soutenir le terrorisme et de chercher à développer l'arme nucléaire. Les dirigeants américains devaient prendre en compte l'inquiétude d'Israël de voir reconnu un régime qui pouvait jouir d'une influence réelle dans les rangs palestiniens sur son propre territoire et au Liban, le fait que les régimes arabes se sentent menacés.

cés par l'intégrisme musulman inspiré par le régime iranien et les problèmes posés par l'équilibre régional entre l'Irak et l'Iran. L'Irak venait en effet d'être vaincu lors de la guerre du Golfe, et il ne fallait pas que cette défaite renforce l'Iran. En 1995, le président américain Bill Clinton décida d'imposer un embargo commercial et financier à l'Iran, au prétexte que le pays avait « *élargi son rôle d'inspirateur et de bailleur de fonds du terrorisme* ». Il signa un décret interdisant aux compagnies pétrolières américaines de participer au développement des ressources pétrolières en Iran, ce qui mit fin au contrat de l'Iran avec Conoco.

Dans les années qui suivirent, l'Iran chercha à maintes reprises à obtenir la levée des sanctions, en échange de quelques services à l'impérialisme. Mais en 2002 Bush inscrivit l'Iran sur la liste des pays

de « l'axe du mal », aux côtés de l'Irak et de la Corée du Nord. Et, avec l'élection en 2005 de Mahmoud Ahmadinejad, ce fut le retour d'une politique belliqueuse contre le « grand Satan » américain, le nouveau président craignant que l'Iran ne soit la prochaine cible des États-Unis, après l'Irak, que l'armée américaine continuait à occuper après avoir vaincu Saddam Hussein.

LE CHAOS QUI GAGNE TOUT LE MOYEN-ORIENT CHANGE LA DONNE

C'est l'évolution de plus en plus chaotique de la situation au Moyen-Orient qui pousse aujourd'hui les dirigeants américains à chercher à rétablir des relations avec l'État iranien. L'Irak sombre dans le chaos et la guerre entre milices religieuses ou ethniques depuis le déclenchement de la guerre menée par l'impérialisme amé-

ricain en 2003. Depuis 2014, une partie du territoire irakien est aux mains des djihadistes du groupe État islamique (EI). Le gouvernement fantoche mis en place par les États-Unis est à la tête d'un pays qui implose. La Syrie est en proie depuis 2011 à une guerre entre bandes armées, celles du régime de Bachar al-Assad et différents groupes djihadistes, dont l'EI. Et le chaos continue à se répandre bien au-delà, entre autres en Libye et au Yémen.

L'Iran est l'un des rares États du Moyen-Orient dont la stabilité a été préservée. De plus, son État apporte un soutien financier et militaire à des milices islamistes chiites qui s'opposent à celles de l'EI en Irak. Les corps d'élite des Gardiens de la révolution, les Pasdaran, agissent également en Irak et en Syrie, tout comme le Hezbollah libanais, que l'Iran finance. L'Iran constitue aux yeux de l'impérialisme américain une



Lors de la signature de l'accord sur le nucléaire, le 14 juillet 2015. Aux côtés du ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif (deuxième à partir de la gauche), son homologue russe, Sergey Lavrov, tout à fait à droite, et la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini.

aide possible pour stabiliser l'Irak, et au-delà.

Mais normaliser les relations avec ce pays n'est pas sans inconvénient, du fait des affrontements des puissances régionales entre elles. Chacune d'entre elles continue de jouer son propre jeu politique pour devenir la première puissance régionale. Les États-Unis veulent s'appuyer sur l'Iran, mais sans mécontenter leurs alliés, et en particulier l'Arabie saoudite. *«Il y a encore quelques années, nos alliés ne nous pouvaient pas les mêmes problèmes de cohérence. Ils se conformaient aux grandes lignes de nos actions et nous savions leur donner suffisamment de mou pour ne pas les obliger à une totale docilité. Aujourd'hui, nous sommes en permanence contraints de concilier des positions contradictoires»*, regrettait un diplomate américain⁴.

Sans en être la principale raison, la normalisation des relations entre États-Unis et Iran permettrait également l'ouverture aux capitalistes de ce marché prometteur qu'est l'Iran, fort de ses 80 millions d'habitants. Nombre de délégations patronales se sont précipitées dans le pays, à peine l'accord entré en vigueur. Dès la fin du mois de janvier der-

⁴ « Washington débordé par l'affrontement entre Riyad et Téhéran », *Le Monde diplomatique*, mai 2015.

nier, le gouvernement français recevait le président Hassan Rohani à Paris, en présence de Pierre Gattaz, le représentant du Medef, réunion fructueuse puisque 15 milliards d'euros d'accords commerciaux furent signés, dont un contrat avec Airbus portant sur l'acquisition de 118 avions. Pour l'instant, tous les obstacles n'ont pas été levés par les États-Unis, qui gardent dans leur sac plus d'un moyen de pression économique sur l'Iran. Ainsi Washington interdit les transactions en dollars avec l'Iran. L'International Emergency Economic Powers Act, une loi fédérale datant de 1977, permet au président américain de restreindre les relations commerciales avec certains pays. L'Office of Foreign Assets Control (OFAC), véritable bras armé économique des États-Unis, actualise par exemple régulièrement une liste mentionnant des personnes ou des sociétés avec lesquelles il est déconseillé d'avoir des relations. Cette liste cible notamment les entreprises liées aux Gardiens de la révolution, directement rattachés au « guide suprême de la révolution », l'ayatollah Ali Khamenei.

Une chose est certaine : dans toutes ces tractations, les intérêts des peuples sont totalement absents. Il n'est pas question des droits de l'homme en Iran, qui ne sont pourtant toujours pas plus respectés qu'au temps

où les États-Unis avaient rompu les relations. Les exécutions par pendaison, les emprisonnements d'opposants et la répression des grèves sont passés sous silence. Quant à la bouffée d'oxygène attendue par les classes populaires du fait de l'ouverture politique et économique, elle ne sera de toute façon pas pour les plus pauvres.

L'histoire des relations entre l'Iran et les États-Unis illustre combien tous ces calculs et retournements d'alliance, toutes ces manœuvres consistant à utiliser les rivalités des uns et des autres, font partie intégrante de la politique impérialiste. Les dirigeants impérialistes mènent une politique empirique, qui se modifie au gré des changements de rapports de force. Elle n'a qu'un seul but, préserver un statu quo régional suffisamment stable pour garantir les profits des multinationales et leur permettre de continuer à piller les ressources naturelles de la région. Mais à chaque étape, à chaque intervention, dans un sens ou dans un autre, l'impérialisme laisse derrière lui de la matière inflammable. Cette politique marque depuis des décennies tout le Moyen-Orient. Et cela ne prendra fin que lorsque les classes populaires, qui en sont les victimes, décideront d'en finir avec ce système.

20 mai 2016



La démagogie grossière de Trump encourage l'expression des préjugés les plus réactionnaires.
 Sur l'affiche : « Trump. Rendre sa grandeur à l'Amérique ».



Meeting d'Hillary Clinton à Miami le 1^{er} mars 2016.



La situation politique et sociale aux États-Unis

Le texte suivant est extrait de l'analyse de la situation politique et sociale faite par les militants du groupe trotskyste américain Spark, datée du 27 mars 2016, et publiée par le périodique *Class Struggle* (n° 89, mai-juin 2016).

DEUX MANDATS : LE BILAN D'OBAMA

Quels qu'aient été les espoirs de la classe ouvrière lorsque Barak Obama est entré pour la première fois en fonction en 2009, la situation des classes laborieuses ne s'est pas améliorée. Leur niveau de vie continue de baisser, tandis que la part du monde du travail qui a un emploi est inférieure de 3,5 % à ce qu'elle était avant que ne débute la « grande récession » [en 2008]. Les chômeurs qui ont retrouvé du travail ont été surtout poussés vers des emplois marginaux et peu payés, bien pires dans l'ensemble que les emplois qu'ils avaient perdus.

Uber, avec tout son discours sur l'axe « soyez votre propre patron, décidez de vos heures », est en train de fixer la nouvelle norme pour les emplois, nous ramenant aux premiers temps du capitalisme, avec ses marchands ambulants, ses petits boulots et ses travailleurs à domicile.

La situation est aggravée par le niveau croissant d'endettement de larges couches de la population laborieuse, pas seulement pour les voitures, les nouveaux prêts hypothé-

caires, mais aussi pour les prêts étudiants. Aujourd'hui, après quatre années dans une université publique, la moyenne pour un crédit étudiant est de 29 000 dollars, ou bien 40 000 dollars s'il a suivi les cours d'une des écoles privées techniques qui ciblent les enfants de travailleurs. Là aussi, le niveau d'endettement est deux fois plus élevé qu'il y a dix ans.

L'écart entre les patrimoines, qui a commencé à croître dans les années 1980, a continué de grandir au cours des années de « reprise Obama ». En 2014, le 1 % le plus riche de la population détenait 36,6 % des richesses du pays, en hausse de 2,8 % depuis 2008. Pris ensemble, les 10 % les plus riches détenaient 75,2 % des richesses du pays. En d'autres termes, il restait 25 % pour tous les autres. Mais la partie la plus révélatrice de ce tableau concerne la moitié la plus pauvre de la population, qui détenait un peu plus de 1 % des richesses en 2014, en diminution de 2,5 % par rapport à 2008.

Cette « reprise » économique, à laquelle Obama a présidé, n'a pas changé grand-chose pour la plupart des gens, sauf pour les

riches et en particulier les très riches.

Quant à la politique étrangère, Obama a présidé à un élargissement des interventions militaires américaines à travers le monde. Sans parler des dizaines de pays où les États-Unis ont engagé des campagnes de bombardements ou leurs propres troupes dans des situations de combat, ils sont maintenant engagés dans trois guerres majeures – en Syrie, en Irak et en Afghanistan – alors qu'Obama avait promis d'arrêter deux d'entre elles lorsqu'il est entré en fonction.

L'intervention américaine en Syrie fut commencée sous son administration. Et puis il y a le Yémen, dont pratiquement personne ne parle, malgré le désastre que les États-Unis ont contribué à créer pour la population là-bas.

Guantanamo, qu'Obama avait promis de fermer lors de l'une de ses premières déclarations de président, a toujours des prisonniers. Le renforcement du contrôle de l'appareil d'État sur toute la société, passé à la vitesse supérieure sous George W. Bush après le 11 septembre 2001, continue sous Obama, même symboli-

quement avec la « confrontation » actuelle très médiatique avec Apple¹.

La colère de la population face à une situation aggravée n'a pas seulement été dirigée contre Obama, ce qui est la réaction normale à l'encontre d'un président en exercice dans des temps difficiles. Le désarroi de la population s'est aussi reflété au cours de la campagne présidentielle de 2016, avec un nombre important d'électeurs réfractaires face aux traditionnels candidats de chacun des partis, cherchant des candidats qui puissent exprimer leur colère, aussi déformée soit cette expression.

TRUMP : UN DÉMAGOGUE D'EXTRÊME DROITE

Donald Trump a attiré l'attention, même avant le début des primaires, par son langage grossier et son mépris ouvert envers les immigrés, les femmes, les musulmans et même envers d'autres pays. Il a désigné de manière abjecte les immigrés mexicains comme des voyous, et bien pire. Il a promis de faire payer le Mexique pour le mur qu'il ferait construire sur la frontière américano-mexicaine. Il a joué des préjugés sexistes sur les femmes. Il a appelé à attaquer les gens qui protestent face aux meurtres causés par la police, c'est-à-dire les Noirs. Il a appelé à interdire à tout musulman l'entrée dans le pays. En même temps, ses attaques virulentes à l'encontre d'autres candidats républicains ont semé la confusion dans le parti. Les débats républicains ressemblaient à une bataille à coups d'aliments à la cantine d'un collège. Les

1 Il s'agit de la « confrontation » entre le FBI et Apple, autour de l'accès aux données protégées de l'iPhone d'un des auteurs de la tuerie survenue à San Bernardino le 2 décembre 2015. [NDLR]

médias commencèrent à se demander si le parti n'était pas sur le chemin du suicide.

Début mars, Trump étant en tête, les figures en vue du Parti républicain commencèrent une campagne pour le discréditer. Mitt Romney, le candidat républicain de 2012, le dénonga comme raciste, misogyne, isolationniste, piètre homme d'affaires et, ce qui est pire, stupide. John McCain, candidat en 2008, joignit publiquement son nom aux accusations de Romney.

Tout cela peut bien être vrai. Mais le problème pour le Parti républicain n'est pas l'attitude sociale, le comportement ou le langage de Donald Trump. Le Parti républicain et ses candidats ont joué sur ce tableau depuis 1980. C'est sur la base d'un racisme pas si voilé et de l'opposition à l'avortement que le Parti républicain a construit une base électorale fidèle faisant implicitement appel, dans un langage codé, aux attitudes les plus réactionnaires parmi des fractions de la population, particulièrement parmi les chrétiens intégristes blancs.

La seule différence entre Trump et la plupart des autres Républicains est qu'il dit ouvertement et grossièrement ce que les autres ne font qu'insinuer. Personne ne devrait jamais oublier les publicités de campagne de George Bush père en 1988, montrant Willie Horton [un meurtrier condamné à la prison à vie, qui commit un crime pendant une sortie temporaire]: elles étaient conçues pour suggérer que les hommes noirs sont des brutes ne cherchant rien d'autre qu'à violer les femmes blanches.

Personne ne devrait non plus oublier ce pour quoi sont les autres candidats républicains: Cruz et Rubio mettent en avant des idées aussi réactionnaires que celles de Trump et ils s'adressent tous les deux aux défenseurs du Tea Party.

Cruz est pour construire un mur plus fortifié et militarisé dans son État du Texas. Kasich s'est fait un nom dans l'Ohio en essayant d'éliminer les droits de négociation collective des syndicats et en signant toute loi antiavortement².

Non, le vrai problème pour le Parti républicain n'est pas l'attitude répugnante de Trump, pas même le fait qu'il incite ses supporters à la violence. Le problème du parti est que Trump le place devant un dilemme. S'il devient le candidat officiel, les personnalités du parti craignent que ses attaques ouvertes envers d'importantes parties de la population ne leur coûtent l'élection, pas seulement à la présidence, mais toutes les suivantes. En même temps, le parti risque de perdre une grosse fraction des électeurs de Trump si, lors de la convention, il lui refuse manifestement une candidature gagnée au cours des primaires.

Il devenait évident que d'importantes parties de la bourgeoisie ne voulaient pas des perturbations qu'un électron libre comme Trump pouvait amener à la Maison-Blanche. Elles veulent pouvoir compter sur leur propre classe politique pour mener les affaires. Elles l'ont dit ouvertement et ont commencé à financer d'importantes attaques contre lui. Pour le moins, elles disent clairement que s'il devait gagner, ce serait à court terme.

Pour nous, le danger est que Trump a trouvé le moyen de toucher d'importantes fractions des travailleurs blancs. C'est certainement en partie parce que de profondes tendances racistes comme d'autres idées réactionnaires existent déjà dans certains secteurs de la population blanche.

2 Depuis que ce texte a été écrit, Cruz et Rubio, distancés par Trump, ont jeté l'éponge dans les primaires républicaines [NDLR, 24 mai 2016].

Mais ce ne sont pas seulement ses opinions violemment à droite qui ont créé un public pour Trump. Il parle aussi de la situation des travailleurs, des difficultés qu'ils rencontrent. Il a attaqué tous les autres Républicains qui s'accordent pour dire que la sécurité sociale devrait être réformée, c'est-à-dire amputée. Il a dit que les banques sucent le sang de tous et il s'est moqué des gens qui travaillent pour les grosses entreprises de Wall Street comme de gens qui ne font pas un travail utile. Il a accusé les compagnies d'assurance de rendre les soins médicaux inabordables. De plus, il a critiqué George W. Bush pour être parti en guerre contre l'Irak en 2003 sous un prétexte mensonger. Il l'a rendu coupable des attaques du 11-Septembre. Et, comme tous les démagogues, il a changé de position lorsque cela s'est avéré utile : de pro-choix à antiavortement, au soutien à une association de planning familial, même s'il « *ne soutiendrait pas la partie de leur travail qui concerne l'avortement* » !

Mais surtout, il a joué sur la crainte du chômage, mettant les pertes d'emplois sur le compte des accords de libre-échange, des immigrants et des importations par les entreprises, comme Ford, qui déménagent une partie de leur production vers d'autres pays, plus spécifiquement le Mexique. En dénonçant Ford pour la construction d'une usine au Mexique, détruisant des « emplois américains », il cache les énormes destructions d'emplois aux États-Unis occasionnées par les efforts continuels de Ford pour soutirer plus de production à moins de travailleurs. En proposant d'empêcher tous les musulmans d'entrer dans le pays, il a ajouté à l'hystérie qu'ont façonnée toutes les administrations depuis Bush au sujet d'un risque d'un nouveau 11-Septembre.

En d'autres termes, tout en utilisant une sorte de discours populiste, Trump renforce les violentes positions anti-immigrés et d'autres idées réactionnaires qui circulent déjà dans la classe ouvrière. Il rend acceptable de dire ces choses ouvertement, et donc d'agir en conséquence, comme des groupes armés l'ont déjà fait le long de la frontière avec le Mexique et le faisaient déjà avant que Trump ne se présente.

LA CANDIDATURE DE SANDERS

Le Parti démocrate a aussi rencontré un obstacle lorsque Bernie Sanders, un homme politique auparavant inscrit comme indépendant, a commencé à faire de bons scores dans les primaires démocrates.

Sanders a parlé de l'écart grandissant entre les riches et le reste de la population, il a invoqué une « révolution politique », et il a attaqué les grandes banques, en promettant de les briser.

Mais il est loin d'être l'« insurgé » ou même l'« indépendant » que présentent les médias. Depuis qu'il est membre du Congrès, Sanders a voté avec la direction du Parti démocrate 98% du temps, y compris pour toutes les mesures visant à financer les guerres. Il a voté de même pour des mesures qui ont augmenté la criminalisation des jeunes hommes noirs. Il a également voté pour le texte de soutien du Sénat à Israël en 2014 face au massacre des Palestiniens de Gaza.

Le succès de Sanders dans les primaires peut représenter une petite gêne pour Clinton, mais elle comprend certainement qu'il peut renforcer son nombre de voix en novembre, en admettant qu'elle soit la candidate.

De plus, le Parti démocrate pourrait facilement s'accom-

moder de Sanders, si celui-ci devait emporter les primaires. Il est un politicien professionnel, tout comme Clinton, et il n'y a qu'une infime différence entre leurs deux bilans en termes de votes. En fait, il est membre de la direction du groupe du Parti démocrate au Congrès, et membre important de son comité à la politique au Congrès.

Jusqu'à récemment, le premier soutien à Sanders est venu des étudiants comme des intellectuels et d'autres milieux de gauche, très majoritairement blancs. Il ne fait pas de doute que ses propos sur les frais de scolarité qui devraient être gratuits dans les universités et établissements supérieurs lui ont gagné des soutiens étudiants, parmi lesquels des Noirs et des Latinos. Mais ce qu'il a à dire sur les inégalités a aussi touché l'idéalisme d'un certain nombre d'étudiants. En tout état de cause, et jusqu'à maintenant, cette base solide, avec autour de 90% d'étudiants votant pour lui dans certains États, a été suffisante pour lui gagner 40% des voix dans les primaires démocrates à mi-parcours.

Dans le Michigan, en focalisant sa campagne sur les accords de libre-échange, dont il dit qu'ils ont coûté de nombreux emplois, il a trouvé le moyen de toucher une partie de la classe ouvrière, y compris pour la première fois même une petite fraction des votes de la classe ouvrière noire. La majeure partie de sa campagne a consisté à faire la liste des dix accords de libre-échange contre lesquels il a voté, reprochant à Clinton de les soutenir.

En d'autres termes, lorsqu'ils s'adressent à la classe ouvrière, Trump et lui jouent la même musique. En focalisant l'attention des travailleurs sur les accords de libre-échange, tout comme le fait Trump, il ne cache pas seulement les causes des pertes d'emplois aux États-Unis, ce qui pourrait être com-

battu par les travailleurs : il donne du crédit au blabla nationaliste de Trump. Et la position de Sanders sur le libre-échange, qui diabolise les travailleurs mexicains, reflète ce qu'il a fait au Congrès sur la question des immigrés sans papiers, à savoir qu'il a voté pour des lois telles que la loi « antitunnel », qui a criminalisé toute personne sans papiers traversant la frontière par un tunnel. Cela a constitué un précédent, de sorte que quiconque traverse la frontière sans papiers peut être considéré comme un criminel.

On doit ajouter ici que les organisations syndicales, qui mettent constamment les pertes d'emplois sur le compte des « exportations » d'emplois à l'étranger, ont contribué à créer un terreau sur lequel les opinions réactionnaires de Trump et Sanders fleurissent.

Sanders joue le rôle que d'autres ont joué avant lui, spécialement Jesse Jackson, à savoir attirer la colère des travailleurs avec une rhétorique populiste, mobiliser les jeunes qui veulent être actifs contre

les maux de cette société, seulement pour les ramener derrière le Parti démocrate à la fin de la longue campagne des primaires. Il a déjà dit qu'il soutiendrait le candidat du parti, quel qu'il soit. Bien sûr qu'il le fera, puisqu'il l'a fait cela d'une façon ou d'une autre à chaque élection présidentielle depuis 1984, où il avait soutenu Walter Mondale.

La candidature de Sanders a peut-être donné quelque crédit au mot « socialiste », mais elle a, quoi qu'il arrive, redonné des couleurs au vieil espoir usé du moindre mal, la même illusion que les Démocrates ont colportée depuis 1932, qui peut difficilement passer pour une propagande pour le socialisme. Et cela n'a absolument rien à voir avec ce que nous, tout comme Marx et ceux qui l'ont suivi, comprenons par ce mot.

HILLARY CLINTON ET LA POPULATION NOIRE

Pour finir, nombreux sont ceux à gauche qui demandent

pourquoi la population noire s'accroche si majoritairement à Clinton. Même dans le Michigan, où Sanders est censé avoir mordu sur le soutien qu'elle a dans la population noire, elle a rassemblé 74 % du vote des Noirs, avec une proportion plus grande à Detroit. Dans d'autres États, elle a rassemblé 80 % ou 90 % du vote des Noirs.

Non seulement la question est idiote, mais elle implique, de manière condescendante, que la population noire ne se rend pas compte de qui est Sanders et de qui est Clinton. En fait, la population noire a probablement moins d'illusions que quiconque en ce qui concerne les politiciens, parmi lesquels Sanders, Clinton et Trump.

Mais Hillary Clinton, comme Bill Clinton avant elle, a fait des efforts particuliers pendant des années pour s'adresser à la population noire, pour être dans ce milieu, pour parler en détail des problèmes auxquels elle fait face. Les autres candidats, Sanders en premier lieu, ont ignoré la population noire et les problèmes particuliers qui



Bernie Sanders en campagne, le 16 avril 2016, posant au révolutionnaire.

la touchent. Ils ne sont venus frapper aux portes que lorsque le temps de voter est venu. Nous savons quelle est l'attitude des travailleurs à l'usine lorsque le représentant syndical ne passe qu'une fois tous les trois ans, juste avant les élections professionnelles. Pourquoi cela serait-il différent ?

En fait, la base solide qu'Hilary Clinton a préservée est probablement bien plus révélatrice des Démocrates blancs comme Sanders, qui considèrent simplement le vote des Noirs comme acquis, que de Clinton elle-même, qui est une politicienne adroite et cynique.

En tout état de cause, le fait que les médias insistent sur cet aspect du soutien à Clinton a pu contribuer à pousser certains Blancs vers Trump, ou vers Sanders. Si l'élection aboutit à un affrontement Trump contre Clinton, on pourrait voir la campagne se transformer en une méchante lutte opposant une partie des travailleurs blancs aux populations noire et immigrée.

La classe ouvrière est divisée, tourmentée, entre voter pour un dangereux démagogue de droite, ou un faux populiste, ou une femme qui fièrement se présente comme une représentante de l'establishment. Une fois de plus, personne ne représente les intérêts de la classe ouvrière.

DE GROSSES QUANTITÉS D'ARGENT CONVOITÉES PAR DES VAUTOURS

Pendant quatre décennies, le capital a presque cannibalisé son propre appareil productif, dans ses efforts pour soutirer plus de profits à moins de travailleurs. Au début, cela a été le plus notable dans le secteur privé, où le niveau d'exploitation, le surplus tiré du travail productif, a atteint de nouveaux sommets, alors même que

des installations productives étaient laissées à l'abandon.

Mais, le capital étant toujours à la recherche de nouvelles sources de richesses, il a plus récemment ciblé les fonds publics qui financent l'eau, le réseau d'égouts, l'éclairage, les autoroutes, les transports, les écoles tout comme des services sociaux comme la sécurité sociale, Medicare [l'assurance-santé pour les plus de 65 ans], Medicaid [l'assurance-maladie pour les plus pauvres] et même l'aide aux familles et aux enfants.

Bien sûr, il y a toujours eu des moyens de tirer des profits du secteur public, même si c'était indirectement, au travers de contrats avec des entreprises privées qui fournissent des matériaux et des services, ou des intérêts des obligations que le secteur public avait contractées auprès des banques. Il n'y a pas si longtemps, le capital fonctionnait principalement comme un parasite se nourrissant aux marges du secteur public.

Dans les dernières décennies cependant, le capital a eu des vues plus directement sur toutes ces sommes d'argent. Dans une large mesure, les banques et d'autres secteurs du système financier ont mené la charge. Ce n'est pas un hasard si les plus grandes banques se retrouvent derrière la privatisation, par exemple, des parkings et horodateurs de Chicago; ni non plus si les plus grandes firmes de Wall Street ont poussé à la transformation des écoles publiques en système privé, les « écoles à charte »³.

Nous sommes dans un cercle vicieux, au pire sens du terme. Des institutions publiques ont creusé des déficits de plus en plus grands en accordant des subventions et des réductions

³ Voir: « États-Unis – La privatisation de l'école: une attaque contre la classe ouvrière », *Lutte de classe* n° 133, février 2011.

d'impôts aux entreprises privées. Elles ont utilisé des fonds publics pour fournir des terres ou des bâtiments à des propriétaires privés; elles se sont débarrassées de grands stades publics à l'usage d'équipes de sport possédées la plupart du temps par des industriels ou d'autres capitalistes. Elles utilisent le domaine public pour donner les terres les plus intéressantes aux promoteurs immobiliers, etc.

La conséquence de tous ces déficits est une dette en croissance exponentielle due aux plus grands financiers et banques, avec des prêts qui sont souvent similaires aux crédits hypothécaires. En retour, l'appareil d'État utilise l'excuse de l'explosion de la dette de manière à réduire de façon plus brutale la diversité de services publics dont dépend la population.

Presque tous ces services ont été à l'origine créés pour servir les besoins du capital à mesure qu'il s'étendait. Cependant, la population bénéficiait par exemple de l'eau potable, des écoles publiques, de la sécurité sociale, des transports publics, ou même des autoroutes. Mais maintenant le capital semble de moins en moins intéressé par le maintien de ce dont il a eu besoin dans le passé.

Dans certains cas, les coupes ont été brutales. Le système d'écoles publiques de Detroit en est un exemple clair. Aujourd'hui, il est si gravement endetté que presque la moitié de l'argent fourni aux écoles par l'État du Michigan va au service de la dette.

Des « gestionnaires financiers de crise » ont été mis en place pour gérer cette dette. Ces gestionnaires ont été imposés au système scolaire de Detroit, non pas pour « réguler ses finances » comme l'ont prétendu les gouverneurs démocrates et républicains, mais pour ouvrir les fonds scolaires aux attaques

des intérêts privés. Les écoles à charte rassemblent maintenant plus de la moitié des élèves de la ville. Des « entreprises d'éducation » privées sont arrivées avec prétendument les derniers logiciels de haute technologie, mais cela n'avait d'autre objectif que de remplacer les enseignants par des cours sur Internet. Des contractuels ont remplacé les surveillants. Un boom de la construction, payé par une dette toujours croissante, a fait sortir de nouvelles écoles, puis elles sont allées aux entreprises privées. Les vieilles écoles furent fermées, et on a entassé les enfants dans des classes plus chargées.

Detroit n'est pas la seule ville ainsi ravagée. Washington DC et la Nouvelle-Orléans sont pires. Et Flint n'est pas la seule ville dont le réseau d'eau et d'égouts a été pillé pour le profit privé : Jefferson County, dans l'Alabama, en a donné le ton il y a vingt ans. Mais, si ces villes semblent pires que d'autres, c'est uniquement parce qu'elles sont un indicateur de l'avenir de toutes les autres.

Le fait que le capital cannibalise des services dont il a eu besoin dans le passé est un signe que le capital étend ses griffes à la recherche de nouvelles façons de saisir tout le surplus de cette société. L'eau potable et les écoles pour les enfants des classes populaires sont devenues un luxe que le capital estime ne plus pouvoir s'offrir.

COLÈRE DANS LA CLASSE OUVRIÈRE, MAIS PAS DE MOBILISATION

Au cours de l'année 2015, les travailleurs ont été choqués par de nombreux impacts sur leur vie quotidienne, et pourtant la classe ouvrière s'est trouvée dans l'incapacité de rassembler ses forces pour riposter.

La grève des enseignants de Chicago en 2012, qui fut peu

militante et peu déterminée, a cependant été le combat syndical le plus important depuis bien longtemps. Cette grève ne s'est pas étendue, elle n'a pas semblé encourager d'autres travailleurs à la lutte et, trois ans après, il en reste peu de chose.

En 2015, les travailleurs de l'automobile n'ont pas été loin de rejeter leurs contrats avec Chrysler, General Motors (GM) et Ford, les uns après les autres. Pas loin de les rejeter ? Cela peut sembler peu, mais cela n'était encore jamais arrivé dans les 79 ans d'existence du syndicat de l'automobile, l'UAW.

Il semblait évident depuis le début que les travailleurs utilisaient leur vote contre le contrat pour exprimer un mécontentement large, mais il semblait également clair que trop peu d'entre eux entendaient lutter pour appuyer leur vote non. C'est exactement l'arme que le syndicat a retournée contre les travailleurs pour faire accepter le contrat. Après le premier vote chez Chrysler, qui a été un refus, l'appareil du syndicat s'est répandu dans les usines, menaçant les travailleurs d'une grève qui durerait des mois, qui donnerait un contrat pire que celui qu'ils avaient rejeté et qui coûterait leur travail aux ouvriers. L'appareil de l'UAW répéta de telles manœuvres, d'abord à GM, puis à Ford. La campagne de peur et la somme d'argent assez importante qui était accordée en prime si les travailleurs de GM puis Ford signaient ont finalement été suffisantes pour obtenir un oui dans chacune des entreprises, même si c'était avec une plus faible marge à Ford.

La prime a été la plus importante chez Ford, après que les travailleurs des deux autres entreprises eurent ratifié le contrat, alors que ce vote venait en dernier. C'était une preuve du travail accompli pour organiser un refus lors du contrat de 2009, la seule fois où les tra-

vailleurs de l'une de ces entreprises américaines avaient non seulement refusé l'offre de contrat mais avaient aussi été capables de maintenir leur refus.

Quoi que ce quasi-refus ait pu signifier historiquement, cela n'a pas changé la démoralisation d'ensemble dans la classe ouvrière.

UNE CLASSE OUVRIÈRE SANS ORGANISATION POLITIQUE

Au milieu d'une crise économique qui, année après année, crée plus de problèmes à la population, la classe ouvrière ne riposte pas. Un aspect crucial du problème est le manque d'organisation de la classe ouvrière. Cela constitue à la fois une cause et une conséquence de l'absence de toute mobilisation. Il y a certes des syndicats, mais même eux ne touchent qu'une fraction toujours plus petite de travailleurs : seulement 6,7% dans le secteur privé, 11,1% pour l'ensemble. Mais, même si les syndicats étaient plus importants qu'ils ne le sont aujourd'hui, ce n'est que politiquement que les travailleurs peuvent faire face à la plupart des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Mais la classe ouvrière n'est pas organisée politiquement. Il n'y a pas de parti de la classe ouvrière et il n'y en a pas eu depuis presque un siècle. Les travailleurs n'ont pas eu d'expression politique, ils n'ont pas d'organisation qui, même petite, aurait été capable de parler à des fractions importantes de la population ouvrière du point de vue des intérêts de classe des travailleurs. Œuvrer pour que naisse un tel parti est certainement l'objectif fondamental pour tous ceux qui militent pour que la classe ouvrière se donne les moyens de son émancipation.



Badge du Front national de 1945, organisation de résistance du PCF.

Le mouvement ouvrier français face au nationalisme

Les succès électoraux du Front national ont mis en évidence son audience croissante dans les couches populaires. La politique propatronale menée par le PS lors de ses multiples passages au pouvoir, avec ou sans ministres du PCF mais toujours avec le soutien de celui-ci, y a largement contribué, en discréditant ces partis qui recueillaient l'essentiel du vote ouvrier. Mais pour que des travailleurs en viennent à voir dans le FN une option à tenter, ne serait-ce que « pour voir », il faut aussi que la conscience ouvrière ait considérablement reculé. De ce point de vue, le PS puis surtout le PCF ont une responsabilité bien plus fondamentale et ancienne. Car ce sont eux qui, au sein du mouvement ouvrier, au lieu de s'opposer aux idées de la bourgeoisie comme le chauvinisme, que les militants ouvriers révolutionnaires avaient toujours combattu par la solidarité de classe et l'internationalisme, les ont reprises à leur compte et les ont propagées.

L'INTERNATIONALISME, INDISSOCIABLE DES IDÉES D'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS

À peine le mouvement ouvrier faisait-il ses premiers pas de géant, en Grande-Bretagne avec le chartisme ou en France avec la révolution de 1848, qu'il était évident pour ses représentants les plus conscients que le capitalisme, par son développement, créait un marché mondial et que le combat des travailleurs pour leur émancipation devait être internationaliste. Et comprendre que le prolétariat est une classe internationale, qu'elle doit mettre en avant ses intérêts propres partout où elle se trouve, et que son émancipation ne peut se faire qu'en renversant le système capitaliste dans son ensemble, tout cela fait partie du capital fondamental du marxisme. Dès 1848, le *Manifeste du parti communiste* affirmait que « les

ouvriers n'ont pas de patrie » et concluait : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Aujourd'hui, le développement technologique et la mondialisation de l'économie ont fait de la planète un village. Le décalage est encore plus grand entre cette réalité économique et l'évolution politique générale rétrograde, où le chauvinisme se renforce et où toutes sortes de micronationalismes ou régionalismes, écossais, catalan ou autres, sont présentés par certains comme des perspectives pour les exploités. Tout cela rend le combat pour l'internationalisme ouvrier encore plus vital.

Les idées internationalistes ont toujours été un thermomètre de la conscience du mouvement ouvrier, mesurant à quel point il arrivait à s'émanciper des préjugés nationalistes et à s'échapper de l'emprise de la bourgeoisie. Selon sa propre expression, Marx avait d'ail-

leurs coutume de « tâter les dents » des socialistes en discutant des questions internationales. Propager les idées internationalistes a été un combat permanent. Des générations de militants ouvriers ont cherché à enraciner ces idées, à en faire des traditions opposées à celles de la bourgeoisie, comme le drapeau rouge et *l'Internationale* face aux drapeaux et hymnes nationaux, au point d'en faire des réflexes de classe.

Malgré la faillite du mouvement socialiste international en 1914, il s'est toujours trouvé, jusqu'aux premières années des partis communistes au début des années 1920, des organisations ouvrières pour maintenir et développer cette conscience. Mais lorsque le stalinisme mit la main sur le mouvement communiste, sa politique fut alors dictée par les besoins de stabilité de la bureaucratie dirigeante de l'URSS, qui s'est mise à vanter le nationalisme, d'abord chez elle

avec la formule du «socialisme dans un seul pays». Puis, ayant renoncé à toute perspective révolutionnaire et utilisant les PC comme outils de sa diplomatie, c'est la justification du soutien à telle ou telle grande puissance momentanément alliée de l'URSS qui prit le pas sur les principes de l'internationalisme. Les meilleures traditions internationalistes furent démolies et le poison nationaliste réintroduit au sein même du mouvement ouvrier.

Dans cet article, nous n'abordons que le cas du mouvement ouvrier en France. Mais son évolution est à l'image du recul général.

LE COMBAT POUR ENRACINER DES TRADITIONS INTERNATIONALISTES DANS LA CLASSE OUVRIÈRE

Déjà en 1864, les ouvriers britanniques, français et allemands avaient fondé l'Association internationale des travailleurs pour répondre à la nécessité de s'organiser à l'échelle internationale. Après le reflux consécutif à la répression de la Commune de Paris de 1871, le mouvement ouvrier français se reconstruisit grâce à l'action de militants se réclamant les uns du socialisme, les autres du syndicalisme révolutionnaire, qui propagèrent l'internationalisme ouvrier.

Parmi les premiers, il y avait les militants du Parti ouvrier de Jules Guesde et Paul Lafargue, dont le programme avait été élaboré par Marx. En 1889, à l'occasion du centenaire de la Révolution française, ce courant qui ne regroupait que 2 000 membres contribua à la fondation à Paris de la Deuxième Internationale regroupant des partis du monde entier. Le plus puissant était le parti allemand, dont un des premiers faits d'armes avait

été l'expression de la solidarité envers la Commune de Paris du haut de la tribune du premier Parlement allemand, au moment où les gouvernements français et allemand organisaient l'écrasement de celle-ci.

Ce congrès fondateur de l'Internationale socialiste prit l'initiative d'une journée de mobilisation internationale annuelle, fixée au 1^{er} mai, concrétisant l'idée que les travailleurs ont des intérêts communs par-delà les frontières. Voilà ce que Lafargue écrivait en 1891 à propos de ce jour de lutte du mouvement ouvrier qui avait lieu pour la seconde fois :

«Il est touchant de voir les ouvriers qui ne sont jamais sortis de leur petite localité, et vivent en dehors de toute agitation, s'informant sur les manifestations de mai dans les autres pays, dont ils connaissent à peine le nom et dont la situation géographique leur est certainement inconnue.

Ils attendent le 1^{er} Mai comme un jour de libération, car ils se disent que la lutte des camarades, au dehors, ils ne savent pas au juste où, contribue à l'amélioration de leur vie.»

En lien avec les courants socialistes, mais aussi indépendamment d'eux, se développa le mouvement syndical, avec la création de la CGT en 1895. La CGT, dont les principaux dirigeants étaient alors influencés par des conceptions anarchistes, contribua elle aussi à implanter la solidarité de classe, l'internationalisme, l'antimilitarisme et l'antipatriotisme. Le syndicalisme révolutionnaire ne limitait pas son action aux revendications immédiates et avait pour perspective le renversement du capitalisme. Le PS et la CGT organisèrent de gigantesques meetings contre la guerre que les tensions entre grandes puissances européennes annonçaient. En 1912, alors que ces tensions étaient encore montées d'un cran, la CGT créa le «sou du soldat».

Cherchant à garder le lien avec ses adhérents qui effectuaient leur service militaire, le syndicat leur envoyait une petite somme, avec une brochure pour défendre l'antimilitarisme et l'antipatriotisme, et pour empêcher qu'ils deviennent des «instruments de crimes [contre] leurs propres frères ou pères, leurs camarades de la veille».

Le succès d'un hebdomadaire de l'époque, *La Guerre sociale*, illustra la vivacité des traditions internationalistes. *La Guerre sociale* était le journal de Gustave Hervé (1871-1944), dirigeant socialiste ayant fait de l'antipatriotisme le cœur de sa propagande, pour lequel il fit plusieurs fois de la prison. Hervé dénonçait les expéditions coloniales, comme celle au Maroc en 1907, et les nationalistes qu'il appelait les «jésuites tricolores», signant souvent ses articles «un sans-patrie». Hervé était en fait un démagogue qui renonça à l'antipatriotisme dès 1912. Mais pendant des années son courant, l'hervéisme, eut beaucoup de succès auprès des militants ouvriers tant du PS que de la CGT, en dénonçant le patriotisme.

Lorsque la guerre éclata, les directions du PS et de la CGT trahirent leurs militants et les conceptions internationalistes qu'elles avaient portées. Elles laissèrent les millions de travailleurs qui les suivaient livrés à eux-mêmes. Si quelques-uns de leurs militants résistèrent, l'énorme majorité se laissa emporter par la vague chauvine. Mais la conscience internationaliste qui semblait avoir disparu n'avait fait que refluer. L'hécatombe des premiers mois de guerre allait la réveiller.

L'INTERNATIONALISME DES DÉBUTS DU PC

Dès la trêve de Noël 1914, des fraternisations eurent lieu sur le front, expression d'un senti-



Affiche du Parti communiste - SFIC de 1930 avec un ton internationaliste et anti-impérialiste.

ment antiguerre spontané. Puis une conscience prolétarienne plus politique commença à se manifester à nouveau. Dans ses *Carnets de guerre*, le socialiste Louis Barthas a laissé la trace d'un épisode de fraternisation de décembre 1915, suscité par une pluie torrentielle inondant les tranchées des deux camps :

« Le lendemain 10 décembre en maints endroits de la première ligne les soldats durent sortir des tranchées pour ne pas s'y noyer ; les Allemands furent contraints d'en faire de même et l'on eut alors ce singulier spectacle : deux armées ennemies face à face sans se tirer un coup de fusil.

[...] Un jour un grand diable d'Allemand monta sur un monticule et fit un discours dont les Allemands seuls saisirent les paroles mais dont tout le monde comprit le sens, car il brisa sur

un tronc d'arbre son fusil en deux tronçons dans un geste de colère. Des applaudissements éclatèrent de part et d'autre et l'Internationale retentit. »

La guerre engendra une vague révolutionnaire qui secoua l'Europe, l'Amérique et l'Asie. Dans la foulée de la Révolution russe de 1917, les bolcheviks appelèrent à la formation d'une nouvelle Internationale se fixant l'objectif d'organiser la prise du pouvoir par les travailleurs à l'échelle mondiale. Ils reçurent un écho exceptionnel. Venant de toutes les tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier, des militants formèrent des partis communistes et adhérèrent à l'Internationale communiste.

En France, le Parti communiste fut fondé fin décembre 1920, regroupant ce qu'il y avait de meilleur du mouve-

ment socialiste et du syndicalisme révolutionnaire. Ce jeune parti n'eut pas une direction à la hauteur des événements qui secouèrent la classe ouvrière française en 1919 et en 1920. Mais il rassemblait une masse de travailleurs révolutionnaires comme cela n'avait jamais été le cas en France auparavant, avec une conscience aiguisée par les événements vécus depuis 1914.

Avant de devenir stalinien, le Parti communiste fut un outil pour propager l'internationalisme face au nationalisme arrogant de la bourgeoisie française sortie victorieuse de la guerre. Lorsque l'armée française occupa la région allemande de la Ruhr en 1923, le PC lança une campagne contre le militarisme français. Plusieurs militants et dirigeants furent arrêtés et condamnés, certains

à plusieurs années de prison. Il sut aussi dénoncer l'expédition française au Maroc en 1925, à l'occasion de la guerre du Rif, par des meetings et des manifestations.

Les Mémoires du futur dirigeant nationaliste algérien Messali Hadj (1898-1974), en contact avec le PC dans sa jeunesse, illustrent la profondeur de cette politique internationaliste :

« Les élections du 11 mai 1924 ont représenté, pour moi, un véritable stage d'information et d'éducation politique. [...] Une grande fraternité régnait dans les meetings des communistes et le mot "camarade" prenait tout son sens humain. [...] Ils critiquaient avec une grande énergie la politique colonialiste et expansionniste du gouvernement français. J'étais frappé par leur connaissance quasi parfaite des problèmes coloniaux. [...] Un jour, en sortant de mon travail, je me suis arrêté devant les panneaux d'affichage pour lire les dates des réunions électorales, le nom des orateurs et leur appartenance politique. J'ai vu tout à coup un nom arabe sur la liste. Hadj Ali Abdelkader se présentait aux élections comme candidat du Parti communiste [...]. Je l'ai entendu exposer le programme politique de son parti. J'ai vu qu'il était à la hauteur de sa candidature. En l'écoutant, je me sentais gagné par une grande fierté et une grande joie. »

Même si l'influence de la bureaucratie russe sur l'Internationale communiste eut des conséquences importantes dès avant le milieu des années 1920, les traditions internationalistes étaient encore présentes au début des années 1930. Un militant autrichien de l'Opposition de gauche rassemblée autour de Trotsky, Georg Scheuer (1915-1996), en a rendu compte dans ses Mémoires. Alors qu'il était un jeune militant communiste, il fut envoyé à Paris clandestinement pour participer à une rencontre sportive internatio-

nale de la jeunesse organisée par l'Internationale communiste. Arrivé par la frontière franco-suisse le lendemain du 14 juillet 1934, il fut accueilli par des jeunes communistes français :

« Au petit matin, en camion, nous traversons des villages alsaciens encore endormis que nous réveillons par nos braillements, la Marseillaise est encore honnie chez les communistes français, nous beuglons l'Internationale, des guirlandes bleu-blanc-rouge, restes du 14 juillet, sont arrachées en passant. »

Puis, finissant son voyage par le sud de la France, il pouvait encore conclure à l'époque : « À Marseille et à Nice je participe à d'intéressantes discussions. Le PC est encore antimilitariste et il règne un climat vraiment internationaliste. »¹

STALINE A POUSSÉ LE PC DANS LES BRAS DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Pour beaucoup de militants du PC, l'expression concrète de l'internationalisme était de voir dans le pays de la révolution ouvrière victorieuse, l'URSS, la patrie des travailleurs. Leur patrie était l'URSS. Le stalinisme se servit de ce sentiment pour le transformer en une allégeance à Staline. Or, la politique stalinienne ne visait plus à porter les perspectives révolutionnaires mais à stabiliser le pouvoir de la caste bureaucratique dirigeante de l'URSS. Et les alliances diplomatiques de celle-ci poussèrent les PC dans les bras des bourgeoisies avec lesquelles l'URSS pactisait.

En France, cela prit forme à partir de 1935, à l'occasion du pacte Laval-Staline de non-agression entre la France et l'URSS. Dans le cadre de cette

¹ Georg Scheuer, *Seuls les fous n'ont pas peur*, Paris, 2002.

politique, Staline ordonna au PC de nouer une alliance électorale avec le PS et avec le Parti radical, vieux parti bourgeois discrédité, donnant naissance au Front populaire. Alors, presque du jour au lendemain, la direction du PC réintroduisit le drapeau tricolore et la *Marseillaise* comme références officielles du Parti communiste.

Devant ce nouveau revirement, Trotsky espérait que les traditions internationalistes seraient assez fortes dans la classe ouvrière française pour s'opposer à cette évolution. Après que le PC eut fait manifester ses militants au son de la *Marseillaise* pour le 14 juillet 1935, il écrivit :

« L'antimilitarisme et l'antipatriotisme sont des traditions importantes de la classe ouvrière française. Il suffit de se rappeler un instant le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre, et l'hervéisme qui le complétait. [...] Après la guerre, la France a été le seul pays dans lequel le Comintern [l'Internationale communiste] a remporté la majorité du Parti socialiste en accusant ce dernier de social-patriotisme. [...] Maintenant les staliniens font cause commune avec les réformistes sur la base du patriotisme [...]. Nous sommes les seuls représentants de la grande tradition de l'antipatriotisme révolutionnaire du prolétariat français. »

La nouvelle orientation de la direction du PC était le début d'un profond travail de sape des idées internationalistes, de cette « tradition de l'antipatriotisme révolutionnaire » dont parlait Trotsky. Et le stalinisme put accomplir son œuvre par en haut, parce qu'il s'appuyait sur le crédit de militants parmi les plus dévoués aux intérêts de leur classe.

Juste avant le déclenchement de la guerre, effrayée par son isolement, la bureaucratie soviétique se jeta dans les bras de Hitler et conclut le pacte germa-

no-soviétique, espérant ainsi rester en dehors du conflit mondial qui s'annonçait. Pour justifier ce nouveau revirement diplomatique, Staline imposa aux PC des formules renvoyant dos à dos les grandes puissances. Mais cela ne dura pas. Dès l'invasion de l'URSS par l'armée allemande en juin 1941, la bureaucratie soviétique poussa les PC à se soumettre aux partis bourgeois du camp des Alliés contre Hitler. En France, le PC reçut l'ordre de rejoindre la Résistance gaulliste. Cette époque fut riche en symboles qui reniaient tout ce que le mouvement ouvrier avait précédemment construit.

En 1943, pour faire un geste en direction de Churchill et de Roosevelt, Staline fit dissoudre l'Internationale communiste et remplaça *l'Internationale*, hymne officiel de l'URSS, par un chant patriotique que, plusieurs dizaines d'années après, la Russie d'Eltsine n'eut aucune difficulté à reprendre. En France, le Parti communiste –section française de l'Internationale communiste (PC-SFIC), fut rebaptisé Parti communiste français (PCF). Durant la Résistance, il fit même le choix d'intervenir sous le nom de Front national, un rassemblement censé être plus large que le PCF, dans lequel pouvaient prendre place, selon un texte interne du parti, « tous les Français voulant lutter effectivement contre Hitler, quelle qu'ait pu être antérieurement leur position politique ». Et le 24 août 1944 *L'Humanité* titrait « À chaque Parisien son Boche » !

Aux militants qui espéraient que la Résistance déboucherait sur une véritable transformation sociale, le dirigeant du PCF, Maurice Thorez, imposa de rentrer dans le rang de la légalité du pouvoir gaulliste. Dans un discours de novembre 1944, alors que de Gaulle était à Moscou, Thorez à peine rentré d'URSS lança le mot d'ordre « Un seul État, une seule armée,

une seule police ! », incitant les résistants communistes qui voulaient garder les armes à s'engager dans l'armée.

Lors des guerres de décolonisation, comme en Indochine (1946-1954) et en Algérie (1954-1962), le PCF renia sa politique anti-impérialiste passée. Pourtant, les sentiments contre la guerre existaient dans une partie de la classe ouvrière, à commencer parmi les militants communistes eux-mêmes. En 1956, quand le gouvernement socialiste de Guy Mollet décida d'envoyer en Algérie les « rapelés » qui avaient déjà fait leur service militaire, la colère explosa. Des mobilisations furent organisées par des militants des Jeunesses communistes pour bloquer les trains qui emmenaient ces soldats. Mais la direction du PCF mit toute son autorité pour arrêter ces mouvements. Durant presque toute la guerre d'Algérie, elle se limita à réclamer « la paix », formulation hypocrite derrière laquelle se cachait l'absence de soutien politique à la population algérienne qui se battait pour l'indépendance.

LE CHAUVINISME DU PCF A PRÉPARÉ LE TERRAIN AUX PIRES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS

Tous ces reniements créèrent de nouvelles références dans le milieu du PCF et au-delà. La Résistance, la Libération et même de Gaulle, ce politicien bourgeois réactionnaire, ont petit à petit pris la place de la Révolution russe, de l'Internationale communiste et de Lénine, comme points de repère.

Le PCF a fait passer le protectionnisme pour une politique favorable aux intérêts des travailleurs sous prétexte qu'il irait à l'encontre du libéralisme, alors que ces politiques sont aussi bourgeoises l'une que l'autre. En 1978, pour s'opposer à l'entrée de la Grèce

et de l'Espagne dans le Marché commun, le PCF avait écrit sur des affiches électorales : « *La Grèce et l'Espagne dans le Marché commun, c'est pire que le phylloxéra.* »

Cet « antilibéralisme » sera pain bénit pour les démagogues de tout poil, pouvant apparaître radicaux à bon compte en vantant le protectionnisme, comme Mélenchon, Montebourg... ou Marine Le Pen. Et le slogan « Produisons français » lancé par le PCF il y a plus de trente-cinq ans prépara le terrain à la « préférence nationale » du FN. Car il suffisait à ce dernier de rajouter : « Produire français, d'accord, mais avec des Français ». Quand, au printemps dernier, François Hollande a dit que Marine Le Pen parlait « comme un tract du Parti communiste des années 1970 », il parlait cyniquement mais il ne mentait pas, pour une fois. La propagande chauvine du PCF a répandu des formules et un langage que le FN n'a eu qu'à reprendre presque à l'identique pour apparaître aux yeux des travailleurs les moins conscients comme se préoccupant d'eux.

Et après les reniements, à des moments différents, du PS puis du PCF, en tant que partis révolutionnaires capables de représenter les intérêts de la classe ouvrière, ces partis furent les canaux par lesquels les idées de la bourgeoisie, comme le nationalisme, se propagèrent et se renforcèrent dans le mouvement ouvrier.

Lutter contre le poison nationaliste parmi les travailleurs, défendre l'internationalisme ouvrier, les idées de lutte et de solidarité de classe par-delà les frontières, fait partie du combat pour que renaisse un parti représentant les intérêts politiques de la classe ouvrière, un parti communiste révolutionnaire.

24 mai 2016



Wagonnets pour le transport du minerai de fer.

De Wendel, des maîtres de forges au parasitisme financier

En 1975, les entreprises appartenant à la famille de Wendel produisaient près des trois quarts de l'acier brut en France. Aujourd'hui, les de Wendel possèdent une société financière, une société d'investissement qui n'a d'investissement que le nom, car elle se contente d'acheter et de vendre des entreprises existantes et d'en tirer du profit. La société financière Wendel assure toujours la fortune des 1 070 héritiers de la famille de Wendel. Leurs profits, toujours en hausse, viennent du pillage des entreprises qu'ils achètent, qu'ils vendent, qu'ils découpent au gré de leurs intérêts financiers.

L'itinéraire de la famille de Wendel est à l'image de l'évolution du capitalisme, où la part de la finance est devenue prépondérante¹. C'est au travers de la sphère financière que la grande bourgeoisie se dispute et s'approprie les richesses créées par le monde du travail, car la finance ne crée rien par elle-même.

À l'époque du capitalisme sur le déclin, il n'y a pas plus de « bonne » bourgeoisie industrielle qui développerait la production que de « mauvaise » bourgeoisie financière, celle que fustigeait Hollande dans son discours du Bourget en janvier 2012, avant de la servir avec servilité. Il n'y a qu'une bourgeoisie qui exploite l'ensemble de la société.

Toutes les grandes familles bourgeoises, pas seulement les de Wendel, se sont lancées avec frénésie dans la finance. Les Peugeot avec leur holding

FFP (Foncière, financière et de participations), les Bettencourt, Arnault et Pinault ont fait de même. Cela permet à ces grandes familles de ne plus avoir tous leurs œufs dans le même panier et de s'approprier les profits sans prendre le moindre risque industriel.

Mais les de Wendel ont été jusqu'au bout de cette logique : ils n'ont plus aucune activité industrielle. Ils sont finalement à l'image de l'évolution du capitalisme qui, de plus en plus parasite de l'économie, distribue au travers de la finance à l'ensemble de la bourgeoisie les fruits du travail humain, la plus-value suée dans les usines, les mines, les chantiers, sur toute la planète.

UNE NATIONALISATION HEUREUSE

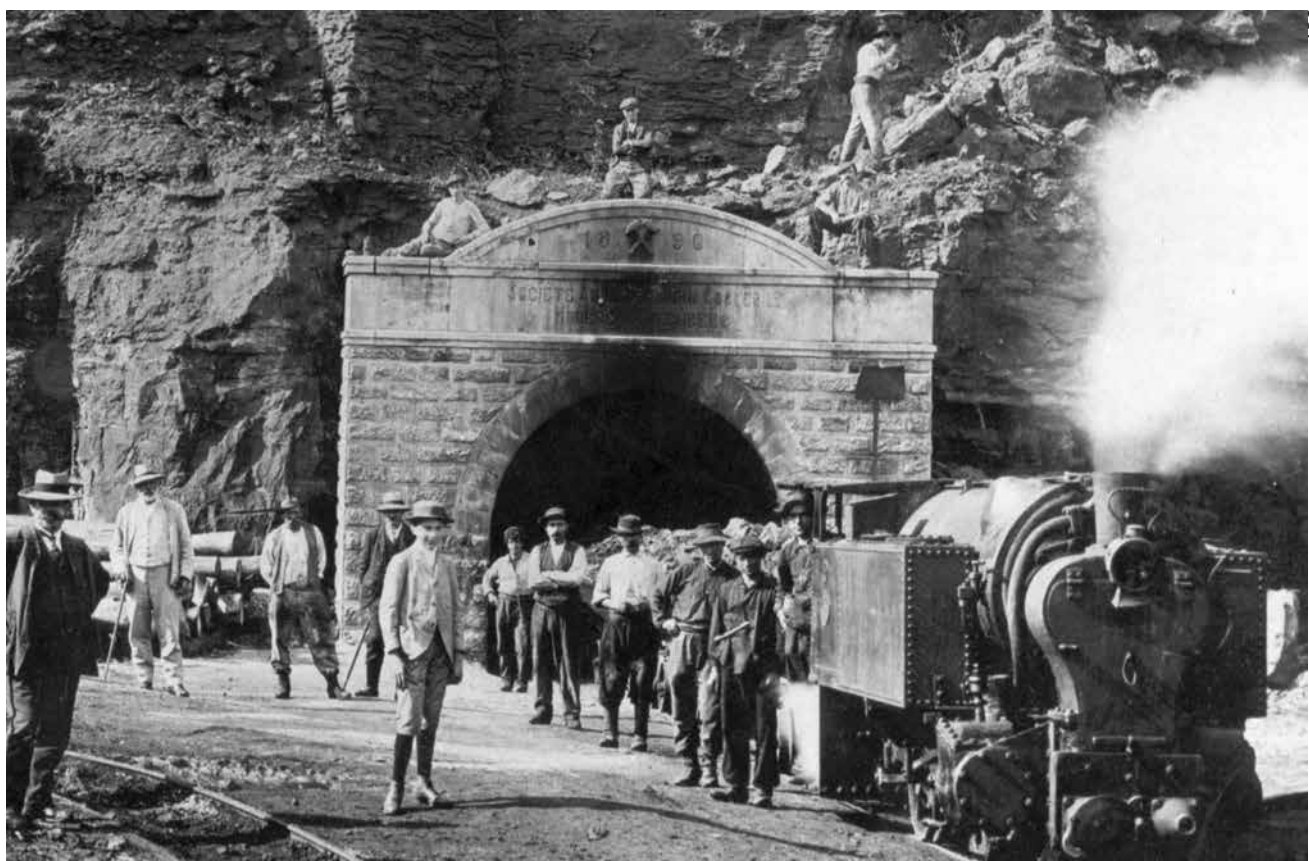
Les de Wendel ont bâti leur fortune sur l'acier, grâce à l'exploitation de générations de mineurs et de sidérurgistes. Productrices de canons et d'obus pour l'État, puis de rails de chemin de fer, de tôles, d'acier pour

l'automobile ou la construction, les usines du groupe de Wendel produisaient des richesses matérielles qui ont permis à cette grande famille bourgeoise de faire partie de ce que l'on appelait les 200 familles.

Nécessitant de gros investissements de modernisation, l'industrie sidérurgique, lourdement endettée, n'était plus assez rentable pour les capitaux privés au début des années 1970. Toutes les activités industrielles ont été reprises par l'État lors de la prise de contrôle de la sidérurgie par le gouvernement Barre en 1978. Il s'agissait d'une quasi-nationalisation. Les dettes des patrons de la sidérurgie furent transformées en prise de participation, et la nationalisation fut achevée sous Mitterrand. L'État prenait à sa charge la modernisation des usines, les licenciements massifs, tandis que les anciens maîtres de forges allaient faire des profits ailleurs.

Dans un reportage diffusé sur France 2 en mars 2015, « Du fer à la finance, l'empire Wendel », François de Wendel, l'actuel président du conseil

¹ Voir l'article « Sidérurgie lorraine – Des de Wendel à Mittal : l'enrichissement ininterrompu des grandes familles bourgeoises », *Lutte de classe* n° 147, novembre 2012.



L'entrée d'une mine de fer au Luxembourg au début du 20^e siècle.

de surveillance de Wendel, se félicitait de la nationalisation, expliquant que, « sous l'égide de Raymond Barre, il faut admettre que les choix qui ont été faits ont été des choix équilibrés ».

La nationalisation n'a pas dépouillé la famille de Wendel, bien au contraire. Il lui restait quelques sociétés fort rentables, conformément au vieil adage « On nationalise les pertes et on privatise les profits ». François de Wendel précise : « Il nous restait Carnaud, la banque Demachy, une cimenterie, je ne pense pas qu'il y ait eu spoliation, c'était le point final d'une très belle histoire. » La fin d'une histoire industrielle et le début d'une histoire financière.

Aujourd'hui, les avoirs de la famille de Wendel sont regroupés dans Wendel, issu de la fusion en 2002 de la CGIP (Compagnie générale d'industrie et de participations) et de Marine-Wendel. Et c'est devenu une société d'investissement, comme on dit bien abusivement.

Wendel a longtemps été dirigé par Ernest-Antoine Seillière, le chef du clan de Wendel, qui fut aussi de 1988 à 1997 vice-président du CNPF, l'ancêtre du Medef, qu'il dirigea de 1997 à 2005. Wendel possède aujourd'hui 11 milliards d'actifs, avec un rendement global de 14% par an. Le cours de l'action Wendel était de 12,37 euros au 1^{er} janvier 1995; au 24 mai 2016, il était de 103,35 euros, multiplié par huit en vingt et un ans! C'est sans compter ce que rapporte la possession de ces titres: pour l'exercice 2015, le dividende par action est en hausse de 7,5%, bien plus que la hausse des salaires des sociétés contrôlées par Wendel.

MALGRÉ LES CRISES, LES PROFITS AUGMENTENT

Interrogé dans le reportage de France 2 en 2015, Ernest-Antoine Seillière, fanfaron comme à son habitude, se félicitait bruyamment des évolutions de la société d'investissement de

la famille de Wendel: « L'affaire valait 50 millions en 1976, elle en vaut cent fois plus aujourd'hui. Ce n'est pas mal venu, sans me vanter. »

Le groupe Wendel possède des participations aussi diverses que variées. Il a acquis 40,5% de Bureau Veritas, qui s'occupe de certification; 11,6% de Saint-Gobain, impliqué dans la transformation et la distribution de matériaux; 61,4% de Constantia Flexibles, spécialisé dans l'emballage et le conditionnement; 96% des services de sécurité AlliedBarton; 84,5% de Cromology, qui fabrique et distribue des peintures; 75,3% de Stahl, spécialisé dans les produits de finition pour le cuir et les revêtements spéciaux; 98,5% de CSP Technologies, dans le conditionnement plastique; 99,1% de Mecatherm, impliqué dans la boulangerie industrielle; 98,8% de Parcours, location de longue durée de véhicules aux professionnels; 28,4% de Exceet, dans la conception de systèmes électro-

niques embarqués ; 97,7 % de Nippon Oil Pump, conception et fabrication de pompes et de moteurs hydrauliques...

Et c'est vers l'Afrique que se dirige le groupe aujourd'hui, avec l'acquisition récente de 13,3 % de Saham, une société d'assurances africaine, et surtout 26 % d'IHS, qui possède des infrastructures de télécommunication mobile. Les bénéficiaires de cette dernière ont bondi de 268 % l'an dernier, faisant le bonheur des anciens maîtres de forges sur le dos des utilisateurs africains de téléphonie mobile.

Toutes ces sociétés ont pour seul lien d'avoir été des opportunités financières pour Wendel, acquises grâce à des mécanismes financiers nouveaux qui ont consacré le poids déterminant de la sphère financière dans l'économie. Avec les conséquences désastreuses que l'on a vues au travers des crises.

LEGRAND, LA FOLIE DES LBO

Dans les années 1990-2000, Wendel s'est lancé dans les LBO (de l'anglais *leveraged buy-out* ou achat à effet de levier), une technique financière qui a explosé à la fin des années 1980.

Le principe est simple : il s'agit d'acheter une entreprise sans avoir l'argent pour le faire. L'acheteur s'endette, puis fait payer cette dette par l'entreprise qu'il achète. C'est l'entreprise qui finance son propre rachat ! Une technique complètement parasitaire qui permet aux acheteurs de se payer sur la bête et transforme les directeurs, associés la plupart du temps au LBO, en véritables capitalistes, très intéressés à faire suer le maximum de profits aux salariés.

Une fois l'achat de l'entreprise payé par l'entreprise elle-même, c'est-à-dire par l'exploitation accrue des salariés, il ne

reste plus à ceux qui ont monté le LBO qu'à la revendre. Soit en entier soit par morceaux, mais toujours avec un confortable profit pour les « investisseurs » qui, en l'occurrence, ont souvent bien plus détruit qu'ils n'ont investi.

Les de Wendel ont ainsi racheté en 2002 la société Legrand, 36 000 salariés, spécialisée dans les installations électriques. Associés à KKR, un fonds d'investissement américain spécialisé dans les LBO, ils mettent dans l'affaire 650 millions d'euros chacun pour se payer cette société qui en vaut 4,4 milliards. Les trois milliards restants sont empruntés auprès des banques et seront remboursés par Legrand. Autant dire par ses salariés : 6 000 emplois vont passer à la trappe en trois ans, des usines sont fermées, des activités entières sous-traitées, délocalisées, et l'investissement est passé à la moulinette : réduit de 10 % du chiffre d'affaires à 2 %.

MAIN BASSE SUR LES ENTREPRISES

En 2006, Legrand est réintroduit en Bourse, et la mise de départ des de Wendel et de KKR est tout simplement multipliée par trois. Au passage, le Limousin, berceau de la société Legrand, est dévasté par les fermetures d'usines, un peu comme la Lorraine l'a été par la fermeture des usines sidérurgiques. Mais Wendel et KKR se sont enrichis.

Entre-temps, en 2004, Wendel rachète Editis (ex-Vivendi Universal Publishing) à Lagardère, pour 600 millions d'euros. « *On est là pour quinze ans* », proclame Seillière qui met ainsi la main sur Robert Laffont, La Découverte, le Robert, Nathan et Bordas. Mais, quatre ans plus tard, Wendel revend Editis pour un peu plus d'un milliard. Près de 400 millions

de bénéficiaires au passage, sans compter une trentaine de millions de primes pour une poignée de cadres dirigeants de Wendel et 25 millions pour la direction d'Editis. Cette vente d'Editis s'est faite dans la précipitation car Wendel avait besoin d'argent suite à la tentative de prise de contrôle du groupe Saint-Gobain.

En 2007, Wendel s'est en effet attaqué à un très gros morceau : Saint-Gobain, un groupe de 170 000 salariés. Il en a acquis, en sous-marin, par l'intermédiaire de quatre banques, 20 % du capital pour la bagatelle de 6 milliards, dont l'essentiel, 4,5 milliards, est emprunté. Le problème pour Wendel c'est que le cours des actions Saint-Gobain s'est écroulé lors de la crise de 2008. Achetées 72 euros pièce avant la crise financière, elles valaient moins de 25 euros quelques mois plus tard. Rien qu'en 2007, Wendel a dépensé 735 millions en frais financiers pour cette seule participation. Au total, le groupe a perdu dans l'affaire près de 4 milliards et cela a bien failli le mener au dépôt de bilan.

Mais les crises passent, la bourgeoisie reste. Et l'action Saint-Gobain a fini par remonter.

LE PILLAGE DES FONDIS PUBLICS

Les sociétés financières comme Wendel ne pillent pas seulement les entreprises qu'elles vendent et qu'elles rachètent. Elles pillent aussi les caisses de l'État en tentant de se soustraire à l'impôt.

En 2007, au moyen d'un montage financier tarabiscoté et pour le moins opaque, quatorze dirigeants de Wendel, dont Ernest-Antoine Seillière, se sont mis dans la poche 324 millions d'euros sans rien déclarer au fisc. Une cousine, Sophie Boegner, a porté plainte contre

Seillière et le directeur de Wendel à l'époque, Jean-Bernard Lafonta. Elle était furieuse que Seillière et ses affidés se soient enrichis en douce sur le dos des actionnaires familiaux. Cela a donné lieu à un grand déballage. Lors du procès qui a suivi, un directeur juridique de Wendel, qui n'avait pas digéré d'avoir été licencié, a balancé au tribunal les pratiques douteuses du groupe, au moyen de sociétés basées au paradis fiscal du Luxembourg. Il y en avait vingt-cinq à l'époque des faits!

Après ce déballage, le protégé de Seillière, Jean-Bernard Lafonta, a été licencié en 2009 avec une prime de 955 000 euros. Son passage chez Wendel lui avait permis, en huit ans, de s'enrichir de cent millions d'euros, selon Mediapart. Cela donne une petite idée de l'enrichissement des actionnaires grâce aux LBO mis au point

par Lafonta, alors surnommé le Mozart de la finance, une insulte au génie musical du compositeur. Mais le déballage en justice a permis que le fisc et le parquet financier lancent à leur tour des procédures judiciaires. La justice se hâtant lentement, Wendel n'a pas encore été condamné. Il n'y a que

Lafonta qui, le 14 décembre 2015, a écopé d'une amende de 1,5 million pour délit d'initié et diffusion d'informations trompeuses. Il a fait appel et l'affaire n'est pas close.

Voilà le petit monde de ces gens nés avec une cuillère d'argent dans la bouche qui, en plus, escroquent le fisc!



Les héritiers de Wendel : derrière les sociétés financières, une bourgeoisie en chair et en os.



La tour de la banque Dexia jouxte les ruines de la sidérurgie à la frontière franco-luxembourgeoise à Esch-Belval.

LES RICHESSES SONT LE FRUIT DU TRAVAIL

Un reportage dans Complément d'enquête sur France 2 en 2011, intitulé « Une famille en acier », a montré la vie tranquille de quelques héritiers, pas les plus connus ni les plus riches. Ainsi le baron Jean-Baptiste de Montrémy vit dans un confortable 250 m² d'une valeur de deux millions d'euros, dans le 16^e arrondissement de Paris. Questionné sur les revenus que lui procurent ses parts dans Wendel, il répond, un peu gêné, que cela lui rapporte environ 5 000 euros par mois,

net d'impôts, sans lever le petit doigt. Et ils sont plus de 1 000 héritiers de Wendel à vivre sur le dos des travailleurs!

Le baron de Montrémy est du menu fretin par rapport au baron Ernest-Antoine Seillière, qui gagnait 763 407 euros de pension de retraite par an, à quoi s'ajoutaient 229 457 euros de jetons de présence dans les conseils d'administration et autres rémunérations, selon des chiffres cités par le journal *Les Échos* en 2010. Sans compter le revenu de ses actions et les dizaines de millions accumulés à la tête du groupe familial.

Comme l'explique au même

journal un gestionnaire de fonds chargé de conseiller les 5 000 ultrariches qui en France disposent de 30 millions disponibles à investir: « *L'entreprise est la seule source de création de valeur.* » Il rappelle au fond quelque chose de simple, que tous les discours sur le « coût du travail » ou la compétitivité voudraient bien masquer: c'est le travail des salariés qui crée toutes les richesses. Un travail indispensable au fonctionnement de l'ensemble de la société et qui fait la force des travailleurs, s'ils en prennent conscience.

24 mai 2016



Ernest-Antoine Seillière, ex-patron de Wendel, ex-président du Medef (photo 2012).

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- **Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC** (n° 118, 29 janvier 2010)
- **L'Afrique malade du capitalisme** (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- **Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (n° 138, 14 novembre 2014)
- **Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- **Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine** (n°140, 6 mars 2015)
- **L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter** (n° 136, 11 avril 2014)
- **L'immigration dans l'Europe en crise** (n° 135, 24 janvier 2014)
- **La Grèce face à la crise** (n° 133, 14 juin 2013)
- **Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification?** (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- **Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis** (n° 105, 24 novembre 2006)
- **La longue lutte des Noirs américains** (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- **Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme** (n° 128, 18 novembre 2011)
- **L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité** (n° 102, 10 mars 2006)
- **La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement?** (n° 101, 27 janvier 2006)

- **Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »?** (n° 146, 8 avril 2016)



- **Les révolutionnaires et les élections** (n° 145, 12 février 2016)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- **Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière** (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- **Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier** (n° 144, 8 janvier 2016)
- **Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme** (n° 143, 9 octobre 2015)
- **Temps de travail, salaires et lutte des classes** (n° 141, 10 avril 2015)
- **Développement des sciences et fondements des idées communistes** (n° 139, 23 janvier 2015)
- **Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier** (n°137, 19 septembre 2014)
- **La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines** (n° 131, 22 février 2013)
- **La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière** (n° 130, 25 janvier 2013)
- **Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression** (n° 129, 16 novembre 2012)
- **Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement** (n°126, 13 mai 2011)
- **Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes** (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- **Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation** (n° 124, 4 mars 2011)
- **Les religions, l'athéisme et le matérialisme** (n° 123, 28 janvier 2011)
- **Les syndicats hier et aujourd'hui** (n° 121, 15 octobre 2010)
- **La décroissance: faire avancer la société à reculons** (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- **L'enseignement public** (n° 114, 30 janvier 2009)
- **Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement** (n° 111, 13 juin 2008)
- **La grande bourgeoisie en France** (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,70 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe* ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}
Librairie de l'arbre
13, rue des Trois-Mages

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenastr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse :
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozerera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois : 13 \$ - un an : 26 \$
Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203
<http://www.the-spark.net>



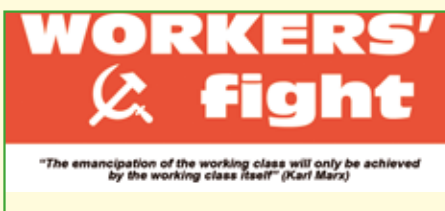
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix : 1,20 €
Abonnements : France - DOM TOM,
six mois : 20 € ; un an : 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail : contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € - Pli ouvert : 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugeé
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail : vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Nieve Ippolito 32-57100 LIVORNO - ITALIA
Abonnement 1 an : 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail : l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance :
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>